

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 9 OCTOBRE 1969
N° 424, 1,50 F



Collombert

**ouvriers
et
étudiants
face au
pouvoir**

Les paysans n'ont pas peur du socialisme

Serge Coutheau

Luttes ouvrières

6. La S.O.C.A.M. va disparaître.
Michel Camouis
7. Après Fiat, Pirelli...
Remy Grillaut
8. En pleine répression.
Pierre Gautier

Luttes étudiantes

4. Austérité et lutte de classes.
Robert Destot
5. Dauphine : banc d'essai.
Anne-Marie Lefranc

Luttes internationales

- 16-17. Vietnam : ni endoctrinement aride, ni roucoulaudes.
Michèle Descolonges
- 18-19. Chine : an XX de la Révolution.
Jean-François Hermann
20. Allemagne : nouvelle coalition.
Hans Dossmann
21. A sauvage, sauvage et demi.
Louis Henry

Vie culturelle

22. Cinéma : Adalen 31.
Jean Morel
23. Théâtre : Voici les hommes noirs debout.
Dominique Nores

Vie militante

9. Trois campagnes, une politique.
Manuel Bridier

Vie quotidienne

15. Les petits commerçants et le socialisme.
Guy Caro

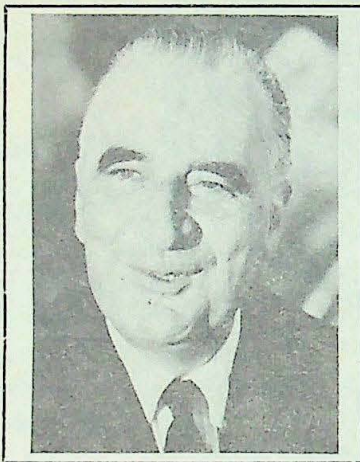
Dossier : Rentrée universitaire

- 11-12. La politique Guichard.
Robert Chapuis
13. Grève au C.E.G. de Rostrenem.
Jean Robin
14. Rentrée à l'I.U.T. de Belfort.
Gérard Magnin

Débat T.S. - Lutte ouvrière

24. Unité à la base et dans l'action.
François Duburg

Un écrivain régionaliste disait un jour que « l'Auvergne ne produit que des châtaignes, du fromage et des ministres ». Et de fait, sous toutes les républiques, cette province, et spécialement le département du Cantal, a été considérée comme une terre déshéritée, juste bonne à élever quelques vaches laitières et à procurer un siège de député à des banquiers désireux de siéger dans les conseils du gouvernement. En 1968 encore, M. Georges Pompidou, après avoir nourri les paysans du Cantal de vagues promesses, emportait le



L'agrégé du Cantal

siège de Saint-Flour-Mauriac, avec plus de 80 % des suffrages exprimés, et, lors des dernières élections présidentielles, il y a seulement quelques mois, malgré la multiplicité des candidatures, un nombre d'électeurs sensiblement égal lui exprimaient à nouveau leur confiance.

Cependant, depuis la création du P.S.U., il existe dans le Cantal, une fédération de notre parti. Certes, ses effectifs sont réduits, mais on trou-

ve ses adhérents à tous les avant-postes de la vie militante : direction des syndicats ouvriers et agricoles, animation des ciné-clubs et des associations populaires ; participation active à la vie municipale, etc. Face à un P.C.F. resté profondément statique et à un nouveau parti socialiste, moribond avant que d'être né, le P.S.U. s'affirme comme la seule force politique de gauche vraiment démocratique. C'est pourquoi, lorsque l'élection à la présidence de la république laissa vacant le siège de député de Saint-Flour-Mauriac, la Fédération P.S.U. du Cantal décida d'user de cette occasion pour faire connaître son programme aux habitants du Cantal, et particulièrement dans le fief de M. Georges Pompidou.

Restait à désigner le candidat du P.S.U. La Fédération du Cantal avait un excellent militant, fils d'agriculteur ; mais celui-ci, Jean-Baptiste Delpirou, était prêtre. Et il est certain que cette candidature pouvait faire problème dans un département si marqué par les luttes contre le cléricisme. Pourtant l'abbé Delpirou, adhérent du P.S.U., approuvait naturellement le programme laïque de notre parti, qui d'ailleurs soutient l'action du C.N.A.L. Rien ne pouvait donc s'opposer à ce que Delpirou soit le candidat du socialisme et de la laïcité dans le Cantal. Il fit l'unanimité dans la fédération. Pour qu'il n'y ait aucune équivoque, il choisit comme suppléant Raymond Guillaneuf membre de la Libre Pensée, animateur du S.N.E.S. dans le Cantal pendant quelques années.

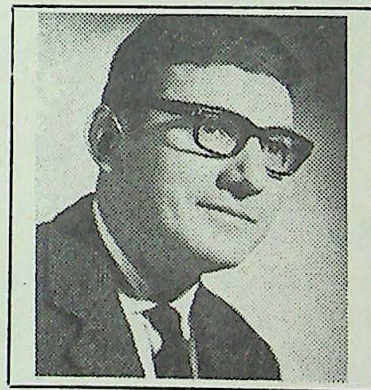
La campagne électorale fut très active. Inlassablement, Delpirou et Guillaneuf, aidés des camarades des fédérations

du Cantal et du Puy-de-Dôme, visitèrent les communes de la circonscription. Michel Rocard leur apporta son soutien effectif à Mauriac, à Riom-en-Montagne à Murat et à Saint-Flour. Chaque jour un public exceptionnellement nombreux et chaleureux manifesta un vif intérêt. A Saint-Flour plusieurs centaines de personnes se pressèrent pour écouter le secrétaire national du parti, alors que Fernand Grenier, supporter du candidat du P.C.F., n'avait réuni que 25 personnes.

Partout nos candidats ont rencontré la plus grande sympathie. Spontanément, des jeunes offrirent de coller des affiches, de distribuer nos journaux ; de nombreuses adhésions furent recueillies. Des élus locaux, déçus des innombrables promesses faites — et non tenues — par le pouvoir, affirmaient leur confiance dans le P.S.U.

Cette campagne nous a permis de mesurer combien sont fausses deux affirmations complaisamment répétées :

« Les paysans ne veulent pas du socialisme » : les candidats du P.S.U. ont apporté



Raymond Guillaneuf



Jean-Baptiste Delpirou

la preuve que c'est le capitalisme qui réduit à la misère les petits agriculteurs ; et nombreux ont été ceux qui, après avoir écouté leurs explications, manifestèrent leur complet accord avec la politique du P.S.U..

« Il faudra encore de longues années avant que catholiques et athées puissent travailler ensemble » : l'action du P.S.U. prouvait déjà que le postulat est faux. L'accueil fraternel réservé par la plupart des instituteurs à l'abbé Delpirou montre que, même dans des départements où la lutte entre l'Eglise et l'Ecole a été la plus vive, l'union pour le socialisme s'est faite entre « ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas ».

Le 21 septembre au soir, la télévision communiquait, sans aucun commentaire, le résultat du scrutin. Le Dr Raynal, candidat U.D.R., était élu, mais il perdait plus de 10.000 voix par rapport au résultat précédent de M. Pompidou. La gauche, au contraire, gagnait plus de 1.000 voix avec près de 16 % des suffrages exprimés. Le P.S.U. faisait une progression spectaculaire et devançait cette fois le candidat du P.C.F.

La politique antisociale du gouvernement, le sous-développement croissant de l'Auvergne, la misère sans cesse plus grande des travailleurs du Cantal, tout cela provoquera avant peu une prise de conscience : seules les solutions socialistes peuvent résoudre les problèmes de notre pays. Déjà une fraction notable des habitants du Cantal l'ont compris. □

Les réunions du Parti

● Paris

Assemblée d'information de la fédération de Paris, préparatoire au Conseil national.

Le mardi 21, à 20 h 30.

Salle « Lancry », 10, rue de Lancry (Métro République), avec la participation de Claude Dubois, Jean-Marie Vincent et Michel Rocard.

Entrée sur présentation de la carte du parti.

● Hauts-de-Seine

STAGE ENTREPRISE de la fédération des Hauts-de-Seine à LEVALLOIS, les 18 et 19 octobre.

(Ouvert à tous les militants entreprise de la R.P., écrire à la Commission nationale entreprise, 81, rue Mademoiselle.)

● Journée Santé

Le dimanche 19 octobre à 9 h 30, 81, rue Mademoiselle, PARIS 15^e aura lieu une réunion de la Commission santé du P.S.U. sur le thème « Pour un programme socialiste de santé ». Les militants engagés dans le secteur sanitaire sont invités à participer aux débats (ces militants sont priés de s'inscrire au secrétariat de la Commission santé). Participation aux frais : 10 F.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**LA CROISIÈRE
DU NAVIGATOR**

(Amé)

Vacance de la Gauche

Serge Mallet

Voici un règne qui débute aussi mal que possible : une dévaluation suivie de la menace d'une autre, un programme d'austérité frappant au premier chef les secteurs avancés de l'économie française, et par-dessus le tout une série de « grèves sauvages » qui ouvre, en septembre, un style de « rendez-vous d'octobre » qui sort quelque peu de la tradition.

D'où vient alors ce vent de découragement qui a saisi une large partie de la presse « de gauche » ?

D'où viennent ces lamentations sur « les grandes vacances de l'opposition » ? Comment se présentait, en apparence, la rentrée sociale de l'automne 1969 ? Tout concourait vers un simulacre de grandes manœuvres syndicales se terminant par un « petit Grenelle » où l'on aurait claironné les petits chouias de rattrapage des salaires récupérés par le gouvernement sur les compressions budgétaires : le syndicalisme « sage » de M. Séguy en serait sorti tout renforcé et le gouvernement de M. Chaban-Delmas y aurait gagné la « respectabilité sociale » qu'il cherche si avidement.

Or, il n'y aura pas de « petit Grenelle » : en partant très vite, les roulants de la S.N.C.F., ceux de la R.A.T.P., relayant les sidérurgistes d'Usinor et de Sollac, relayés à leur tour par les métallos qui débrayent à Cléon (Renault), à Sud-Aviation (Courbevoie), ont élevé la barre des discussions. En mettant au centre de leurs revendications la lutte contre le plan de démantèlement de la S.N.C.F. ici, là les conditions de travail et d'emploi, les travailleurs ont d'emblée mis en question la « stabilisation financière ».

En d'autres temps, des mouvements aussi exemplaires par leur contenu, leurs méthodes d'organisation, le démocratisme des prises de décision auraient suscité de ces mêmes journaux de longs commentaires.

Remarque-t-on que le gouvernement est obligé d'expliquer timidement que « le préavis de grève » n'est pas tombé en désuétude ? Remarque-t-on que la pratique de l'occupation d'usines, phénomène exceptionnel avant Mai 68, tend à devenir une pratique courante ?

En réalité, jamais, depuis de longues années, la classe ouvrière n'avait manifesté une telle combativité. Sont-ce là les grandes vacances de l'opposition ?

Le mouvement étudiant était, paraît-il, défunt, éclaté entre vingt groupuscules ri-

vaux, embrumé de marijuana et, à coup sûr, profondément désespéré. Voici que les contradictions de la politique d'austérité lui permettent, avant même la rentrée universitaire, de se manifester avec quelque vigueur.

Certes, nul ici ne s'attend à une nouvelle « explosion » du type Mai. Mais ce mouvement, en qui M. Viansson-Ponté ne veut plus voir « qu'un extraordinaire enchaînement de circonstances », a posé avec force des problèmes qui n'étaient pas, il est vrai, mûrs dans tout leur développement. Il s'est attaqué à la phase technocratique du capitalisme avant même qu'elle ne soit pleinement réalisée.

On ne peut rien comprendre à la réalité politique française d'aujourd'hui, si l'on ne part pas des nouveaux clivages de la société française révélés en Mai ! Or, ces clivages n'ont — en aucune manière — été assumés par les forces politiques traditionnelles de la gauche. Là est la raison du faible écho que rencontrent les « renouveaux » de la S.F.I.O. La gauche qui a volé en éclats, non en juin, mais bien en Mai 68, ne se relèvera pas, en tant que force sociale active, de son absence lors du plus grand mouvement social que la France ait connu depuis 1936.

Il est vrai que Mai 68 a révélé à la fois, contre tous les pessimistes de droite ou de gauche, que la classe ouvrière, en particulier dans ses couches à la fois les plus jeunes et les plus liées aux formes de production avancées, avait conservé, ou retrouvé, dans un nouveau contexte, toutes ses potentialités révolutionnaires, et que ses organisations traditionnelles étaient incapables de les mener à bien. Et que le problème de la reconstruction d'une force politique capable de diriger ces luttes jusqu'au changement de pouvoir était posé et non résolu.

Il est vrai que la jeunesse de Mai, découvrant en quelques jours à la fois la réalité de sa situation et la vision d'une remise en route de l'histoire, a ressenti le reflux de juin comme une lourde défaite ; et il est vrai que la classe ouvrière, plus âgée, qui a moins investi dans le mouvement de Mai, l'a supporté beaucoup plus allègrement. Il était inévitable que cette immense déception entraîne chez les uns les tentations de l'évasion individuelle et chez les autres le durcissement sectaire, le recours à l'escalade verbale et à l'invective comme phénomène de compensation.

Mais il s'agit là de séquelles d'une défaite limitée qui portait en elle de bien plus grandes possibilités.

A travers la crise interne de presque tous les groupuscules gauchistes, s'élabore en fait la recherche de solutions politiques plus adaptées à la situation. Pour quelque temps encore, et pour certains d'entre eux pour plus longtemps, les jeunes militants nés en Mai s'obstineront à exorciser par le rituel des textes sacrés les problèmes nouveaux qu'ils n'ont pas pu résoudre en Mai 68. De même que le mouvement syndical doit réapprendre, à partir de ce Mai qu'il a intensément vécu, à reconsidérer ses perspectives.

Mais entre les recherches des uns et des autres, aussi furieuses que soient parfois les polémiques, il y a le ciment d'un mouvement historique vécu ; il est la base solide de regroupements futurs.

Il serait criminel de rejeter vers je ne sais quel « gauchisme institutionnel », vers les ossuaires des sectes historiques du mouvement ouvrier, les milliers de jeunes qui ont découvert en Mai le projet socialiste, et ce, à travers des organisations et des formes de lutte nouvelles.

Séparer ce qui fut le fer de lance de la bataille de Mai, la jeunesse étudiante et ouvrière, de ce qui fut son corps de bataille, la classe ouvrière des grands secteurs modernes de l'industrie, c'est condamner le mouvement socialiste à ses errements du passé. De quoi aurait donc l'air cette « gauche socialiste unifiée » flanquée sur sa droite d'un centre-gauche libéral et sur sa gauche d'un parti « révolutionnaire » putschiste ? Sinon d'une S.F.I.O. repeinte aux couleurs du modernisme technocratique condamnée à une situation de courtier entre un Parti Communiste assumant « avec responsabilité » toutes les fonctions historiques d'une vraie social-démocratie et un Centre libéral dont les plus beaux fleurons sont déjà installés dans la majorité conservatrice.

Reste, il est vrai, le problème de la reconstruction de la grande force socialiste et révolutionnaire, adaptée aux combats de notre temps et qui contraindra aux reclassements — comme Mai en vit l'amorce — les militants du Parti Communiste. Il ne sera pas résolu par des conversations d'état-major sans troupes ; il se forgera dans et par l'action, à travers les luttes de masses contre le capitalisme technocratique.

Austérité et lutte de classes

Robert Destot

« La politique de M. Edgar Faure a engagé une mutation qui ne peut être ajournée et elle sera poursuivie », déclarait M. Olivier Guichard à la veille d'arrêter des décisions frappant durement l'Université au nom de l'austérité. S'intégrant dans la logique gouvernementale du Plan de redressement national le doublement des droits d'inscription dans les facultés s'accompagne d'une série de mesures complémentaires : augmentation des loyers dans les cités, augmentation des tickets de restaurant universitaire ; gel des bourses sur critères universitaires en 3^e cycle, etc. Que reste-t-il des intentions de M. Edgar Faure contenues dans la Loi d'Orientation ?

Les paroles et les actes

On le sait, la réforme s'inspirait de deux principes fondamentaux : l'autonomie et la participation.

La participation a connu le succès que l'on sait, par le désintéressement quasi général de l'ensemble des étudiants et la dénonciation incessante à l'encontre des organismes de cogestion ! Ce qui a conduit le gouvernement à mettre prudemment sous le boisseau tout projet tendant à renforcer le cycle participationniste.

Plus sérieuse ont été les tentatives concernant l'autonomie. Sous le masque de compressions et d'aménagements budgétaires les récentes mesures financières intervenues s'inscrivent en fait dans un vaste processus tendant à rentabiliser un service public (les œuvres universitaires et l'éducation nationale), sous couvert de répondre à des contraintes conjoncturelles. Instaurer des universités autonomes et concurrentielles représente l'orientation gouvernementale majeure actuelle. Cette politique de dénationalisation trouve son expression tant sur le plan financier (puisque aussi bien le budget de ces universités puisera à trois sources : l'Etat, les étudiants et le secteur privé) que sur le plan sélectif : apparition de quelques universités d'élite et discrimination géographique. Pour se convaincre de la cohérence du projet est-il besoin de rappeler la volonté des pouvoirs publics de maintenir des diplômes nationaux tout en proclamant le principe d'autonomie,

d'instaurer une spécialisation croissante des premiers cycles en la déclarant non antagoniste avec la règle de non-sélection ! En tout état de cause les déclarations d'intention du gouvernement en matière d'éducation nationale importent moins que ses actes : la création de la commission Mallet, sur laquelle nous reviendrons, et l'augmentation des droits d'inscription.

L'inscription étant une démarche personnelle faite avant l'ouverture officielle des facultés, le pouvoir espérait réussir à froid une opération à laquelle la masse des étudiants ne pouvait s'opposer. C'était compter sans la combativité exemplaire qui est déjà en place au sein du mouvement étudiant. La réplique de la Sorbonne-Censier



Elie Kaqan

où les C.A. Unef bloquèrent la procédure d'inscription amena le Pouvoir à reculer en fermant les guichets.

Chantage et répression

Première victoire du mouvement de masse, suivie d'une mise en garde du ministère de l'Education Nationale par le chantage aux diplômés.

Une campagne d'intoxication idéologique est mise en œuvre avec la complicité de la presse écrite et parlée. Elle prépare d'évidence une éventuelle répression contre les « mauvais » étudiants qui refusent de faire les frais de la politique d'austérité.

Ainsi la bataille déjà lancée sur le plan universitaire perd-elle d'emblée son cadre corporatiste quand l'explication est faite à la masse

étudiante de l'enjeu véritable de la lutte sur les droits d'inscription.

Il ne s'agit pas d'une simple opposition au Plan d'austérité mais d'un affrontement politique et idéologique direct avec le pouvoir bourgeois. Le gouvernement a reculé alors que les mesures qu'il mettait en application étaient contenues dans les conclusions de la Commission Mallet (jeu accepté par l'UEC). Ce recul tactique est-il le signe avant-coureur de l'absence de stratégie de la part du Pouvoir ?

La réplique au seul niveau des menaces et de la répression semblerait l'indiquer.

En tout état de cause la préoccupation essentielle des militants doit rester l'utilisation maximale de ce recul en obtenant un ensemble de garanties écrites des représentants du Pouvoir (rectorat), en dénonçant et en renversant les organismes fantoches de cogestion derrière lesquels le gouvernement se retranche et se justifie, mais surtout en utilisant cette première percée pour relancer des actions de masse au niveau local et pour organiser la riposte à une nouvelle attaque au niveau national.

Une direction pour mener la lutte

La diversification des luttes menées implique, et ce plus que jamais, une nécessaire centralisation et coordination politiques que seule l'UNEF est à même de pouvoir assurer.

Face aux diverses hypothèses qu'il est raisonnable d'avancer en ce qui concerne la réponse gouvernementale, le développement des Comités d'Action UNEF doit embrayer sur le rôle directeur de l'organisation de masse des étudiants en lutte : l'UNEF seule à même de développer un front uni de luttes.

L'impulsion donnée à la base par tous les militants PSU du secteur universitaire sera essentielle dans une telle perspective. C'est de la capacité d'organisation et de combativité des étudiants au sein de l'organisation de masse que dépendront les possibilités de nouveaux blocages des projets gouvernementaux. □

Dauphine : banc d'essai

Anne-Marie Lefranc

Les huit licenciements d'assistants décidés par le Conseil d'UER 1^{er} cycle de l'Université Paris-Dauphine sont un bon révélateur de l'application actuelle de la loi d'orientation.

Marc Heurgon avait raison quand il titrait « défaite d'Edgar Faure » dans T.S. d'octobre 1968, après les amendements importants demandés par la majorité UDR au projet de loi d'orientation. Le Professeur Bredin, conseiller d'Edgar Faure et responsable du département juridique à Dauphine peut bien, dans deux articles récemment publiés dans « Le Monde », tenter de démontrer le succès de la loi l'an dernier pour mieux mettre en garde contre les tendances actuelles, il est clair que les réformes tombent actuellement du côté où elles penchaient déjà fortement.

Un centre expérimental

L'expérience de Dauphine est particulièrement significative parce que son statut de centre expérimental lui donnait pour mission d'appliquer ce qu'Edgar Faure considérait comme l'acquis de Mai : le contrôle continu des connaissances et la pédagogie active en petits groupes, la collégialité des décisions et la pluri-disciplinarité des programmes enseignés.

C'est à ces trois niveaux que les décisions de licenciements éclairent les options prises.

● Les méthodes pédagogiques non directives ont fait l'an dernier la preuve que des discussions souples sur dossiers communiqués avant les séances étaient nettement plus fécondes que le cours magistral, permettaient une confrontation directe avec les auteurs et éveillaient l'esprit critique alors que le cours magistral pousse au conformisme.

Pour aller au bout d'elle-même l'expérience devait être élargie et approfondie : elle devait se compléter par une formation pédagogique des enseignants (mise en commun de leurs expériences, préparation et organisation de l'enseignement). Les projets et les compétences existaient, mais les crédits ont manqué : il n'y aura pas de formation pédagogique à Dauphine cette année. C'est un choix politique. Surtout quand certains de ceux qui ont tenté l'an dernier d'être cohérents sur ce plan sont parmi les licenciés.

● La collégialité des décisions crée un terrain de luttes privilégié en ce qu'elle pose directement le problème du pouvoir. Comme le cadre unique des enseignants n'existe pas, que les assistants n'ont pas de statut et n'ont de sécurité d'emploi que jusqu'à la fin de l'année universitaire, s'ils sont nommés sur un poste budgétaire, la collégialité n'existe en fait que pour autant que les professeurs le veulent bien.

C'est ainsi que M. André Tiano, professeur responsable du département d'Analyse des Faits Économiques et Sociaux, a pu successivement au cours de l'année, faire venir un autre professeur, Pascal Salin sans en avertir l'assemblée des enseignants, puis suspendre les réunions d'enseignants, pour ne pas avoir à répondre à des questions embarrassantes, puis imposer aux assistants de signer un règlement intérieur, sous peine de non-renouvellement, pour le violer ensuite à sa première application.

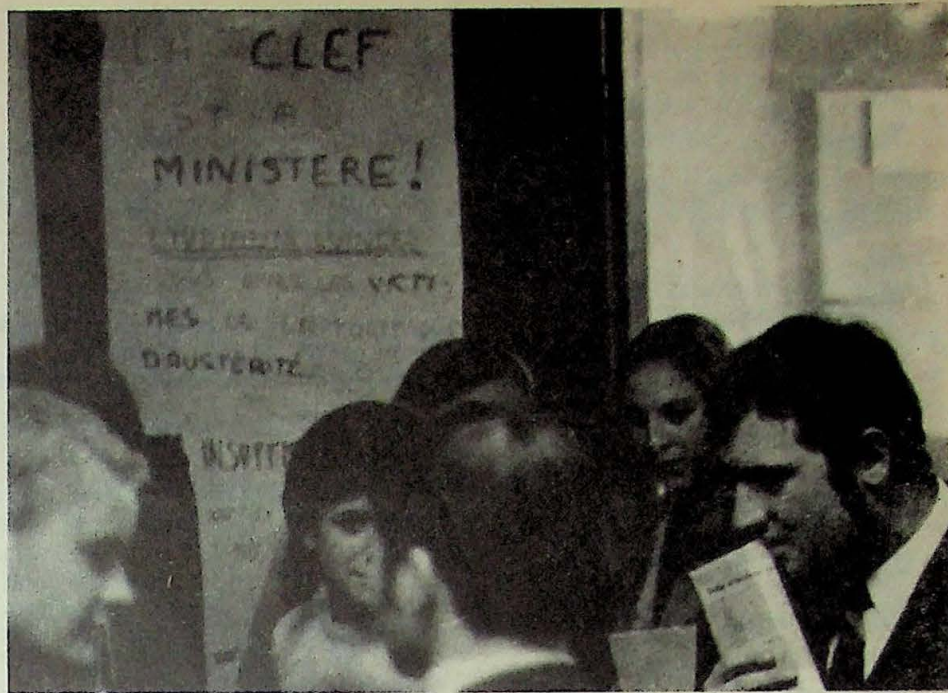
Il ne peut pour lui y avoir de collégialité, que si une majorité soutient son propre point de vue ; sinon, il la suspend et applique son point de vue, même minoritaire. Comme le Ministère ne reconnaît, en cas de conflit, que son autorité, puisque les « Départements » dans le cadre desquels s'exerce la collégialité n'ont aucune existence juridique, il peut sans crainte se recréer par épuration une majorité favorable et reprendre la collégialité « sur de nouvelles bases ! »

Nous sommes là au cœur de la « cogestion » !

● La nature des programmes enseignés dans le département d'A.F.E.S. était une des raisons de la venue de nombreux assistants : elle portait de l'idée qu'il n'existe pas une seule économie politique mais qu'on ne pouvait parvenir à l'objectivité scientifique qu'en confrontant ouvertement diverses orientations théoriques (classique, marxiste, néo-classique et keynésienne.)

Le règne de l'arbitraire

Que le fait même que le marxisme soit étudié comme une orientation scientifique possible ait été jugé scandaleux par des étudiants venus à Dauphine parce que refusés à des écoles de commerce,



cela se comprend, ainsi que le fait qu'ils aient utilisé contre leurs assistants la dénonciation par lettres aux professeurs pour « pressions politiques ». Mais que ces derniers aient donné raison aux étudiants sans même entendre les assistants accusés et que ce soit finalement le motif de leur licenciement, voilà qui en dit long sur la restauration des rapports hiérarchiques entre enseignants !

Entre temps, les postes-clés dans les instances de décision étaient occupés par des gens de la Chambre de Commerce (M. Sylvain Wickham, directeur du Conseil Transitoire, y est responsable des services d'études), si bien que la suppression du marxisme et de la sociologie critique sont en bonne voie. Les licenciements y contribueront, ainsi que le fait que la définition des programmes ne soit pas du ressort de la collégialité dans le cadre des départements, mais de celui des Conseils d'UER.

Les assistants organisent leur départ

Mais l'université technocratique a ses contradictions. L'exemple de Dauphine montre clairement que si chacun a cherché à utiliser la loi d'orientation à son profit, elle n'a pas su s'affirmer comme un cadre incontestable et ne peut pas reposer, du fait de ses ambiguïtés, sur une large base sociale qui la défendrait fermement.

Ainsi, les astuces de la collégialité peuvent se retourner contre elles-mêmes : donner au collège des enseignants des départements les apparences du pouvoir et d'un fonctionnement démocratique, leur en donne le goût. Quand ensuite les décisions importantes sont prises autoritairement contre eux, ils utilisent la collégialité pour protester.

Or, les conditions nouvelles de travail des assistants à Dauphine, et de plus en plus ailleurs également, en font des enseignants à plein temps ayant des responsabilités accrues. Si le maintien des huit licenciements démontrait la précarité de leur emploi, ils pour-

raient paralyser le système en n'assurant que leur service légal. Même les plus modérés sont sensibles à l'importance de l'objectivité des critères de licenciements, de leur définition collégiale, de la régularité des procédures (communication préalable des dossiers, droit de citer des témoins...)

Ce sont les graves carences sur tous ces points, ainsi que l'atteinte aux libertés politiques et syndicales, qui inquiètent une majorité d'assistants.

La première A.G. du département d'A.F.E.S., convoquée vendredi dernier par les professeurs pour mettre en route la préparation de l'année, a adopté la motion suivante, par 23 voix contre 3 et 14 absentes :

« Le département d'A.F.E.S. affirme sa solidarité avec les assistants licenciés et ne saurait fonctionner tant que les dossiers de licenciements de certains assistants ne seront pas connus avec précision par l'ensemble des enseignants et que des critères de licenciements objectifs ne seront pas définis par l'ensemble du département. »

M. Wickham ainsi que les professeurs d'A.F.E.S., pensent que les manifestations de solidarité resteront théoriques et que l'enseignement commencera normalement. C'est prendre les étudiants pour des gamins et les enseignants pour des couards !

A peine le département d'A.F.E.S. paralysé, deux autres décidaient de « refuser de préparer, organiser et assurer les enseignements dont ils ont la charge tant que les problèmes posés par le licenciement collectif de huit assistants d'A.F.E.S. ne seront pas résolus de façon collégiale dans le cadre du département. Ils constatent donc que chaque jour qui passe recule d'autant celui où ils seront prêts à assurer leur enseignement. »

Cette semaine, la solidarité active doit s'étendre : le dossier est trop important pour laisser se créer ce précédent.

À Dauphine, les luttes ne font que commencer.

La SOCAM va disparaître

Michel Camouis

Vacances inquiètes pour 417 ouvriers de Chartres. L'une des plus vieilles entreprises de la ville va disparaître : la SOCAM, société de construction et d'équipement pour l'agriculture et les industries alimentaires (meunerie, silos, etc.), fermera ses portes dans le courant du quatrième trimestre 1969.

En quoi un événement local comme celui-ci mériterait-il qu'on s'y arrête ? Outre l'inquiétude justifiée des travailleurs de l'entreprise, n'y aurait-il rien dans ce drame de la vie provinciale qui mérite une réflexion attentive ?

Depuis juin 68, des menaces pesaient sur la SOCAM. En août 68, les militants de la C.G.T. ont été informés des difficultés financières que connaît l'entreprise. En juillet 1969, nouvelle menace, mais les syndicalistes n'obtiennent aucune information précise de la direction. Le 22 juillet 1969, lors d'une réunion du Comité d'Entreprise, les travailleurs apprennent que la SOCAM cessera son activité vers la fin novembre. Explication : la société Buhler, importante affaire suisse, achète la raison sociale et le marché de la SOCAM, abandonnant les murs et le matériel à une entreprise d'Orléans, les Etablissements Jacottet.

La réaction du personnel

Et pourtant... les ateliers travaillent à plein rendement, les marchés restent importants.

Enorme paradoxe, contradiction scandaleuse ! Tout le monde a compris que la SOCAM est purement et simplement absorbée par un concurrent direct plus puissant à savoir le trust Buhler. Bien entendu, les syndicalistes réagissent. A la suite d'une réunion d'information suscitée par les membres du Comité d'Entreprise, le 24 juillet 1969, le personnel adopte la résolution suivante :

« Le personnel SOCAM réuni ce jour s'indigne contre les mesures de licenciement collectif envisagées par la direction.

« Il constate que le Comité d'Entreprise n'a pas été légalement averti. En effet, le document trans-

mis au Comité d'Entreprise lors de la réunion officielle du 22 juillet 1969 est imprécis, inexact et incomplet.

« Le personnel rappelle aux pouvoirs publics que le cahier de commandes de la SOCAM est très chargé, ce qui ne nécessite pas une telle décision de la part de la direction.

« De ce fait, le personnel SOCAM s'oppose à de telles mesures et demande aux pouvoirs publics d'agir en conséquence.

« Pour sa part, il s'engage à mettre tout en œuvre pour faire respecter ses droits. »

Tout est dit...

On s'en doute, les pouvoirs publics n'y peuvent rien ! La décision est fermement arrêtée. La SOCAM doit disparaître. Les ouvriers peuvent partir en congés payés pour le mois d'août 1969 : le capital n'a pas besoin de leur avis !

Que s'est-il donc passé ? Rien de plus que la bataille, maintenant bien connue, du grand capital, notamment le capital financier, contre le petit capitaliste parasitaire. La SOCAM a conclu, certes, d'importants marchés extérieurs ; mais, ses possibilités financières l'empêchent d'augmenter son potentiel industriel. Non seulement la faiblesse de son marché intérieur ne lui permet pas de dégager une capacité d'investissement suffisante, mais le développement de ses contrats à l'extérieur n'a été possible que grâce à l'action renouvelée de l'Etat (subventions, exonérations fiscales et soutiens divers). Stagnation du capital constant, augmentation du capital variable, diminution du taux de profit : la conséquence est inéluctable, l'entreprise disparaît. Et pourtant la SOCAM se situait parmi les meilleurs fournisseurs français de matériel de meunerie...

Certes, l'aide de l'Etat aurait pu être sollicitée encore une fois. Mais il y a des limites : le principal pourvoyeur financier de l'entreprise, la Banque de Paris et des Pays-Bas, exerce depuis juillet 1968 diverses pressions sur les autorités administratives et sur la direction de SOCAM pour ten-

ter « de régler le problème » (sic), SOCAM ne rapporte plus suffisamment. Par contre, Buhler, voilà une garantie solide ! Trust multinational, il peut reprendre la totalité du marché en augmentant sa compétitivité et en assurant à la même banque des profits nettement supérieurs. Tout est dit : l'Etat n'aidera plus.

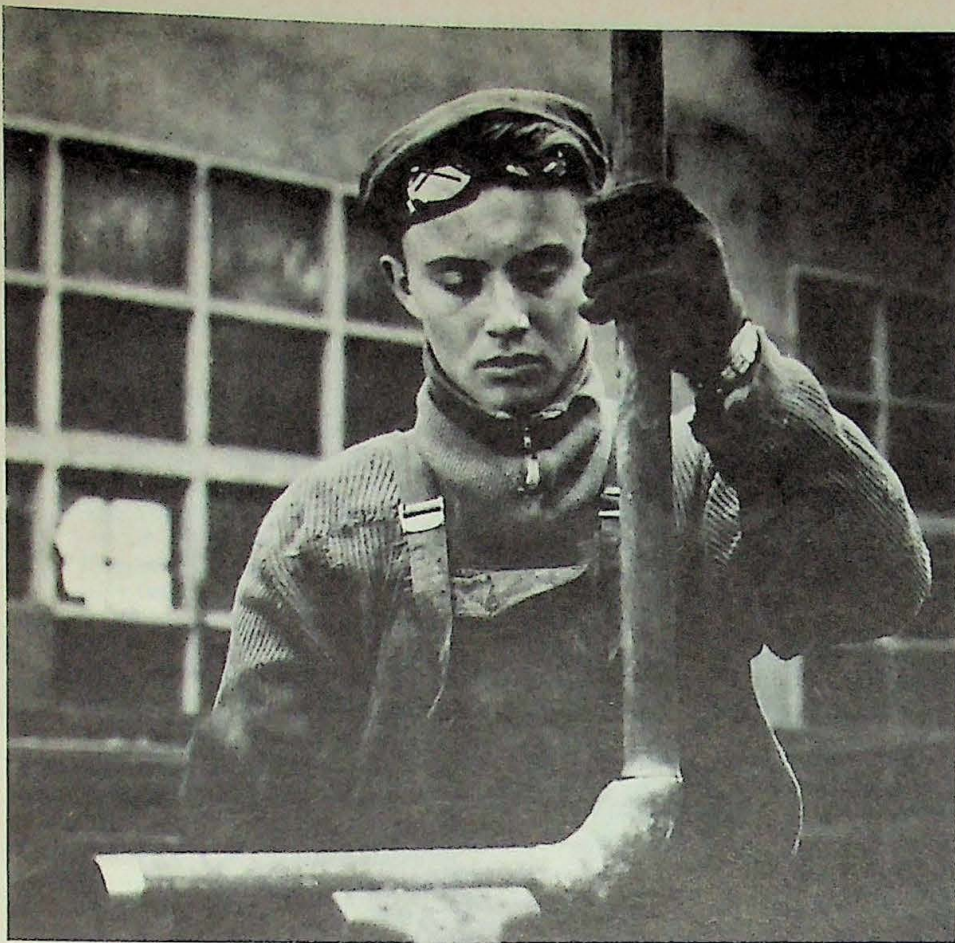
Le combat qu'il faut mener

Les conséquences en sont lourdes pour les travailleurs. Le personnel SOCAM, dans son ensemble très qualifié, adapté à des activités particulièrement spécialisées, ne sera pas repris par Buhler.

Irrationalité au niveau économique, répression sournoise, instabilité et manque de garantie pour l'emploi, absence d'interventions réelles sur des décisions concernant leur propre sort, voilà ce que représente le capitalisme pour les travailleurs d'Eure-et-Loir. Le sens du combat des militants socialistes devient dès lors très clair.

Les organisations syndicales mènent sur ce problème une lutte tout à fait légitime, afin de limiter au minimum les conséquences douloureuses des licenciements sur la vie des familles ouvrières de Chartres. Mais il faut également expliquer inlassablement que la stratégie de ces luttes doit être offensive : il faut imposer le contrôle des travailleurs sur les licenciements et toutes les décisions économiques dans les entreprises.

Mais la solution complète des difficultés économiques d'Eure-et-Loir ne peut intervenir que dans le cadre d'une planification socialiste à l'échelle de la région. Les militants socialistes dénonceront donc l'anarchie et le colonialisme intérieur qui caractérisent la politique capitaliste du développement régional. Ils expliqueront comment, dans le cadre d'une société de transition vers le socialisme, une planification élaborée et contrôlée par les intéressés eux-mêmes pourrait permettre de définir les choix fondamentaux d'une économie socialiste. □



Collombert

Renault

Après Fiat, Pirelli...

Rémy Grillault

Le président de la République a lancé, spectaculairement, le dernier « gadget » de la saison : « le capitalisme populaire ». Le cobaye, c'est la régie Renault. Les travailleurs de cette entreprise vont donc recevoir des actions et pouvoir peut-être spéculer en bourse, comme tout bourgeois respectable ! La farce est d'ailleurs complète, quand on sait que cette manne ne représenterait que 5 % du capital, et que de toute façon, le P.D.G. Dreyfus n'est pas au courant des modalités pratiques d'application.

Il n'y a cependant pas de quoi rire sur cette lamentable exhibition. Car le manque d'imagination du président cache mal une politique réelle visant à réaliser, coûte que coûte, la concentration industrielle et financière nécessaire pour atteindre le stade monopoliste de l'économie française, quitte à démanteler totalement le secteur nationalisé, si nécessaire.

Il n'y a pas de fumée sans feu

L'expansionnisme de Renault n'est pas un phénomène nouveau : il y a longtemps que cette firme absorbe des entreprises sous-traitantes, en contrôle financièrement d'autres (la Saviem, par

exemple), ou passe des accords avec des constructeurs privés (Peugeot, De Wendel, etc.). Les ouvriers de l'entretien savent bien, les techniciens aussi dans leur secteur, que la mise en concurrence avec des entreprises extérieures est systématique, et que celles-ci assurent presque toujours le travail, laissant aux services Renault les tâches peu intéressantes. Mais le statut de la régie reste un obstacle majeur à la constitution d'un holding géant de l'automobile française ; quelle belle occasion, derrière l'écran de fumée de « l'actionnariat ouvrier », pour le faire disparaître !

Qui va payer les pots cassés ?

Sûrement pas le grand capitalisme, puisque c'est en son nom que le gouvernement agit. Sûrement pas non plus la bourgeoisie rurale ou urbaine (les P.M.E.), car elle représente la base de classe du régime (il suffit d'étudier la base sociale de la majorité pour être édifié !). Il ne reste que la classe ouvrière comme victime ; et ici, les travailleurs de la régie. Et comme il faut lui dorser cette pilule, on leur propose « le capitalisme populaire » et autre participation. L'ennui, c'est qu'ils n'ont pas l'intention de se laisser faire

et de subir les conséquences des concentrations (les licenciements massifs dans l'aéronautique et l'électronique ne sont pas oubliés !). Vouloir résister est bien. Encore faut-il choisir le bon terrain pour la bataille, et ne pas se laisser entraîner dans une lutte sans issue pour la seule défense du statut de la régie.

Que se passe-t-il dans les usines Renault ?

A Cléon, la lutte a commencé sur les chaînes de montage, et dans le service d'entretien. Ce sont les conditions de travail et les manipulations de la grille de salaire qui en sont les motifs :

Les conditions de travail : la plupart des horaires sont des petits paysans qui étaient satisfaits de leur sort au début ; ils pouvaient à la fois cultiver leurs champs et travailler à l'usine. L'augmentation progressive du temps de travail et la dégradation tout aussi progressive de leur pouvoir d'achat les ont obligés à vendre leurs parcelles de terrain. Cette prolétarianisation explique, en partie, leur combativité et leur colère actuelle.

En effet, on les fait travailler dans des ateliers où ils manquent de place, sans personnels « volants » pour remplacer les manquants, avec des horaires démentiels, et une accélération des cadences au moindre prétexte.

Les grilles de salaire : cette répartition des salaires est faite par la direction selon son bon plaisir, celle-ci la triture à plaisir, léchant au passage les anciens ouvriers. Ces manipulations concernent tout spécialement l'entretien, et ajoutent encore au mauvais climat de ce service, dont la cause est : la nature du travail, après l'écroulement fait par les entreprises extérieures.

A Billancourt, l'atelier 77 est en grève pour des raisons similaires (conditions de travail, grille des salaires). Mais l'écho de cette lutte est faible dans l'usine.

Que proposent les militants du P.S.U. ?

Le gouvernement et la direction de la régie ont besoin de maintenir ou d'augmenter la rentabilité de l'entreprise : rationalisation de la production, augmentation des cadences, manipulations des rémunérations, diminution de l'embauche de personnels qualifiés, etc. C'est pour cette raison qu'il faut s'attendre à une grande résistance de la direction. Les grèves traditionnelles n'en viendront pas à bout, les interminables négociations syndicales non plus. A l'exemple des ouvriers de la Fiat, il faut un nouvel axe de lutte : la prise directe de contrôle ouvrier.

Par où commencer ?

Appliquer aux luttes actuelles les expériences de prise de contrôle réalisées dans d'autres secteurs de la métallurgie.

Trois types d'actions ont permis le contrôle collectif sur les cadences :

- Refus du chronométrage : l'apparition du spécialiste M.T.S. (chargé de sonder les gestes, plan de travail, etc., pour proposer un nouveau rythme) entraîne un arrêt immédiat de la production.

- Refus du surcroît de travail en cas de diminution du nombre de travailleurs de l'atelier : s'il manque, par exemple, deux ouvriers sur dix, la chaîne s'arrête quand 80 % du travail est fait.

- Réalisation effective de la diminution du temps de travail, à l'occasion d'une modernisation du matériel par exemple ; l'atelier concerné décide lui-même la répercussion sur l'horaire et réduit d'autant l'heure de sortie.

Ces luttes ne peuvent qu'aider les syndicats dans leur rôle de négociateurs, le fait accompli bloque les possibilités de manœuvre de la direction ; elles permettent aussi, après popularisation et explication pour toute l'usine par la section du parti, d'entraîner d'autres secteurs sur le même axe de lutte.

La mise en place de commissions de contrôle sur les grilles de salaires a toujours été précédée par la décision prise collectivement par les ouvriers de rendre publiques les fiches de salaires ou d'afficher à chaque poste le plan de travail (Cléon). Cette publicité est suffisamment explosive pour entraîner les ouvriers vers la prise de contrôle sur la cuisine directoriale et sa répartition des salaires.

Pas d'extension des luttes sans démocratie prolétarienne de masses !

De telles actions ne sont possibles que si les travailleurs en lutte contrôlent de bout en bout leur mouvement : à Cléon, pendant la phase des négociations, une délégation des ouvriers en lutte s'est jointe aux syndicats, ni par suspicion, ni pour se substituer à eux et négocier, mais pour coordination permanente entre toutes les sections et groupes P.S.U. Renault et des filiales.

Pas de débouché politique sans assurer le contrôle de la base.

Cette tâche sera assurée par la commission nationale entreprise, mais nous proposons dès maintenant cet article comme base d'action à tous nos camarades de la régie.

L'internationalisme prolétarien n'est pas une vague référence protocolaire, comme le font croire quelques officiels du mouvement communiste, mais notre ligne fondamentale aujourd'hui : après mai 68, le « mai rampant italien », après Fiat, Pirelli, ...Renault ! □

En pleine répression

Pierre Gautier

Usinor-Dunkerque, la plus moderne usine du trust français de la sidérurgie, vient d'être le théâtre de deux conflits exemplaires, dont les répercussions économiques ont été sensibles dans toute l'industrie française de l'acier : à Penhoët en particulier (ce qui suffirait à prouver qu'il existe une solidarité de fait dans le système économique actuel entre tous les travailleurs, qu'en fait aucun conflit n'est isolé et que là où les travailleurs se battent, ils se situent à l'avant-garde du combat général contre l'oppression capitaliste).

Les faits en bref : le 1^{er} septembre, les travailleurs du service « Informatique » de l'usine se mettent en grève. Voici un mois qu'ils ont — en vain — déposé leurs cahiers de revendications portant essentiellement sur des questions de classification : leurs professions relativement nouvelles de programmeurs, perforatrices, opérateurs sur ordinateur ne font l'objet d'aucun accord à l'échelon national.

Le 24 septembre, même mouvement revendicatif déclenché pour des raisons analogues par les employés du bureau de fabrication des laminoirs : eux non plus n'ont pas trouvé en face d'eux d'interlocuteur valable : les décisions importantes intéressant la vie de l'usine ne sont prises qu'après l'avis du P.D.G. siégeant à Paris, lequel évidemment ignore tout de ce qui se passe réellement sur le terrain.

C'est alors qu'à l'occasion de ces deux conflits qui ont pour origine un mécontentement profond se manifeste tout l'arbitraire d'un patronat de combat parmi les plus réactionnaires qui soient.

Usinor, cette jeune usine qui a moins de dix ans et emploie 5 400 personnes a déjà, il est vrai, des traditions : en mai-juin 68, la grève a trainé en longueur pendant 36 jours (presque le record national), parce que jamais le grand patron n'a voulu sortir de sa tour d'ivoire pour amorcer une négociation. Un an et demi après, rien n'a changé. Comment en serait-il autrement puisque le P.D.G. a depuis limogé le directeur en activité en 68 jugé trop mou pour le remplacer par un homme à poigne ?

Et sous la férule de ce nouveau venu, l'on assiste à d'incroyables tentatives de répression, qui stupéfient tout le monde à Dunkerque : les patrons, la police, l'inspecteur du travail et jusqu'à, dit-on, l'entourage du sous-préfet.

Pour briser la grève de l'Informatique, le directeur fait exécuter

les travaux, qui devraient être effectués par les grévistes, par une boîte à façon de Lille. Or, un jour, à l'occasion du transport de bobines de bandes magnétiques, l'une d'entre elles disparaît. Avec le concours d'« un témoin oculaire » courageusement anonyme, la direction décide qu'il s'agit d'un vol et en accuse un délégué syndical C.F.D.T. Celui-ci est prié de donner sa démission. Il refuse. Plainte est déposée contre lui à la police. Interrogatoire, perquisition, qui ne donnent rien évidemment. L'affaire passera peut-être un jour devant le tribunal...

La grève du B.F. des laminoirs donne à nouveau l'occasion à la direction de jeter bas le masque : pour parvenir à ses fins, tous les moyens sont bons et de préférence ceux judiciaires et policiers.

Pour briser le mouvement revendicatif (une fois de plus), le directeur donne l'ordre à la maîtrise du B.F. et aux ingénieurs des études industrielles de suppléer le personnel. Tous acceptent sauf un ingénieur, qui est immédiatement sanctionné : mise à pied pour une durée illimitée avec interdiction de réintégrer à l'usine. Voilà comment on entend le dialogue avec ceux que dans les grandes occasions, on appelle : « nos chers collaborateurs ».

Pour faire respecter le droit de grève, qui est inscrit dans la Constitution, le personnel du B.F. décide alors d'occuper les locaux. La riposte de la direction est immédiate. Elle fait appel à l'appareil judiciaire (puisque les lois de la République ne sont faites que pour les patrons) et le tribunal d'instance de Dunkerque rend une ordonnance d'expulsion des occupants du B.F., avec si besoin est, le concours de la force publique !

Les travailleurs ne se laissent pas impressionner et l'occupation continue. Aucun C.R.S. d'ailleurs ne se profile à l'horizon. C'est alors que la direction, décidément très portée à brandir les foudres de la justice, fait appel à un huissier qui, à deux reprises, vient établir des constats d'occupation et relève les noms de 14 occupants, parmi lesquels 5 délégués C.F.D.T.

Bientôt la nouvelle éclate comme une bombe. Les neuf membres du personnel et des délégués font l'objet d'une procédure de licenciement. Jusqu'au bout donc le patronat d'Usinor-Dunkerque aura révélé son vrai visage : celui du mépris des travailleurs, du refus du dialogue, de la répression.

Evidemment pour l'ensemble des travailleurs d'Usinor (moins les

« jaunes » de la C.F.T.), la direction a, en entamant la procédure de licenciement, dépassé les bornes. La riposte s'organise. Les travailleurs de tous les secteurs organisent un meeting, au cours duquel ils affirment leur solidarité envers les licenciés et se déclarent prêts à intervenir à tout appel de leurs organisations syndicales. A Dunkerque et dans toute la région, la solidarité des travailleurs se manifeste dans les entreprises...

Ces deux conflits (le dernier n'était pas terminé à l'heure où nous écrivons) sont, nous l'avons dit, exemplaires.

— Ils démontrent clairement que, malgré le coup de semonce de Mai 68, le grand patronat n'a changé en rien son esprit et ses méthodes. L'usine reste la caserne, où le travailleur à tous les niveaux doit exécuter les ordres émanant d'une autorité lointaine et anonyme. Le dialogue est systématiquement écarté : en raison de l'absence de celui qui détient en fait le pouvoir réel (le P.D.G. retranché dans ses bureaux parisiens). Le travailleur trouve de moins en moins en face de lui un interlocu-

teur valable, investi du pouvoir de décider. Aussi les rapports entre patrons et ouvriers ne se situent-ils plus qu'au niveau de la sanction, de la répression arbitraire et implacable.

— Ils prouvent aussi que la seule force que les travailleurs peuvent opposer à l'arbitraire patronal est celle de la solidarité agissante. De tout temps, la base l'a compris : son exemple commence à gagner lentement, trop lentement, les échelons supérieurs de l'exécution : les cadres et ingénieurs, qui s'aperçoivent eux-aussi que la structure économique actuelle les écrase, les empêche de plus en plus d'assumer leurs responsabilités.

En définitive, à l'occasion de ce conflit, les travailleurs d'Usinor-Dunkerque ont ressenti combien le système économique qui les opprime n'a plus cours. Plus ou moins confusément se fait jour l'idée que s'imposera, face à l'arbitraire patronal qui n'a pour principe que le profit, le contrôle des travailleurs de leur outil de travail. □

Courbevoie

La base commande l'action

Philippe Guyot

Le début du mois de septembre a vu une diminution de l'effectif des travailleurs à l'atelier des machines-outils. Plusieurs de ceux-ci constatant la grosse différence de salaires existant dans les diverses entreprises métallurgiques de la région parisienne ont décidé, devant le refus de la direction, de pratiquer un réajustement de salaire, de quitter l'établissement. Cette direction voyant rapidement diminuer l'effectif des machinistes et, par là même, ralentir la production a brusquement pris le problème en considération et a décidé d'attribuer une promotion de deux échelons aux derniers travailleurs ayant manifesté le désir de partir (ces deux échelons correspondant à une augmentation horaire de 30 centimes environ).

Le personnel restant de cet atelier, à la suite de cette attitude, a, de sa seule autorité, adressé à la direction une demande récla-

mant cette même promotion pour l'ensemble restant. Devant le refus systématique de celle-ci à accorder ce qui lui était demandé (et même d'en discuter) les travailleurs à la base décident alors seuls de leur action (grèves sur les tas répétées). Après une semaine d'action ferme, la direction s'est retrouvée dans l'obligation de fournir une réponse inacceptable tendant à créer la division parmi les salariés, celle faisant l'objet de promotion seulement pour la catégorie la plus élevée.

Cette première proposition n'ayant pas satisfait l'ensemble des intéressés, une nouvelle démarche fut faite auprès du chef de production, demandant une promotion sans discrimination. Devant la pression des travailleurs la direction révisa sa première offre et consentit à accorder le réajustement demandé sans distinction de catégorie. □



Trois campagnes, une politique

Manuel Bridier

Ainsi, une fois de plus, le parti lance ses campagnes : « campagne sur le pacte atlantique, sur le contrôle ouvrier, sur le pillage de nos villes ». Les trois thèmes centraux ont été choisis par la D.P.N. du mois d'août. Les premières instructions pratiques sont arrivées aujourd'hui. Les militants se préparent.

Pourtant la question est à l'ordre du jour du prochain Conseil national et le texte qu'on va lire doit en préparer la discussion. Pourquoi cet apparent retour en arrière ?

Pour avancer plus sûrement et surtout pour ne pas tomber dans les ornières trop faciles d'un chemin déjà parcouru.

Il faut l'avouer, ce n'est pas la première fois que le P.S.U. choisit des « campagnes » comme axe central de son activité militante. Il faut avouer aussi que les précédentes n'ont pas toujours laissé un très bon souvenir — non qu'elles aient échoué techniquement, mais parce qu'il s'agissait le plus souvent d'une agitation partielle, d'une approche morcelée de quelques problèmes particuliers sans lien suffisant avec une orientation politique générale.

Ce type d'action, il faut bien le dire, a permis d'animer le P.S.U., de le préserver pour l'avenir, à une époque où ses contradictions ne lui permettaient pas autre chose. Faute d'une vision politique homogène et d'une stratégie cohérente, des réponses justes, mais partielles, à des problèmes concrets pouvaient seules être apportées. Tel fut, quoi qu'on en pense quant au fond, le rôle du contre-plan ou des colloques socialistes.

Mener aujourd'hui nos « campagnes » dans le même esprit serait un grave recul en deçà de mai 68. Certains militants peuvent s'inquiéter de la méthode choisie, se demander s'il ne s'agit pas, comme hier, de masquer sous une agitation superficielle, localisée nos insuffisances théoriques et notre absence de stratégie globale. D'autres, par souci d'efficacité immédiate, peuvent retrouver d'anciennes habitudes, donner à leur action ce caractère empirique, détaché du contexte national et mondial, qui en ferait justement ce que redoutent les premiers.

Pour que le parti se mobilise tout entier dans les campagnes, pour qu'il en fasse un instrument de mobilisation des sympathies dans les secteurs de masses qui l'entourent, il importe donc d'en définir avec netteté l'orientation politique, de préciser les raisons du choix, de ratta-

cher les campagnes elles-mêmes aux perspectives générales du mouvement révolutionnaire.

La stratégie des actions de masses

Quitte à se répéter, il n'est pas mauvais de rappeler que la stratégie générale du P.S.U. repose sur trois conclusions essentielles que nous avons tirées non seulement des événements de mai 68, mais d'une analyse du rapport de forces dans l'Etat capitaliste moderne. Ces conclusions sont les suivantes :

1) La transformation révolutionnaire de notre société est nécessaire et possible.

2) Elle ne peut résulter d'une simple recherche de la majorité parlementaire.

3) Elle ne peut venir non plus d'une violence minoritaire de type putschiste.

C'est sur ces conclusions que repose pour nous la stratégie des actions de masses. L'action de masses ne se situe pas dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais lui oppose un rapport de forces qui la remet en cause : par exemple l'abolition de fait du préavis de grève. L'action de masses n'est pas forcément majoritaire mais elle entraîne des couches sociales numériquement et stratégiquement importantes. L'action de masses, enfin, n'est pas à tout moment révolutionnaire mais elle tend à mettre le système économique et politique dans une situation d'impuissance et de déséquilibre, qui rend inévitable un affrontement décisif.

De telles actions ne sont ni tout à fait spontanées ni décidées à l'avance par un état-major politique. Elles surgissent de la réalité des conflits économiques vécus par les travailleurs, de la réalité des luttes. Elles ont, à ce stade, une part indéniable de spontanéité. Elles ne peuvent cependant déboucher sur la mise en déséquilibre d'un régime et surtout sur la possibilité de ne le renverser positivement qu'au prix d'une coordination et d'une orientation politiques d'ensemble.

Le rôle des partis — et notamment le rôle que nous assignons au P.S.U. — est de contribuer à cette coordination et à cette politisation des mouvements de masses, en définissant la perspective de transformation globale dans laquelle viennent converger les aspirations partielles des travailleurs.

Campagnes et actions de masses

Dans cette perspective, les campagnes ne sont pas une

fin en soi, mais un instrument de sensibilisation aux problèmes actuels, afin de faciliter une meilleure efficacité du parti dans les actions de masses.

Pour y parvenir, les campagnes auront à la fois — mais en général successivement — un aspect de formation, un aspect de propagande et un aspect d'agitation.

La formation de nos militants, mais aussi l'élévation du niveau de conscience des travailleurs autour de nous passent par une étude concrète des problèmes et de leur application dans le cadre du lieu de travail, de l'habitat de la région, etc.

Dans la phase de propagande, après avoir mieux cerné les problèmes et mesuré le degré de sensibilisation des masses, le parti s'efforcera de faire connaître ses thèmes, de diffuser ses idées, d'en discuter avec l'ensemble des travailleurs — toujours en évitant d'isoler les aspects des choses, toujours en partant du particulier pour aboutir au général, du concret pour remonter à la théorie, de la revendication partielle pour montrer la cohérence du système d'exploitation et la nécessité d'une réponse globale.

Dans la phase d'agitation, enfin, on recherchera les manifestations ponctuelles, les revendications précises capables de concrétiser ces thèmes dans une bataille locale : contrôle ouvrier sur tel type de décision, dans tel secteur ; manifestation contre telle installation du pacte atlantique ; mobilisation contre tel accaparement du sol, tel scandale immobilier, etc.

Le choix des campagnes

Les trois thèmes choisis par notre direction politique ont précisément pour caractéristique commune de se prêter à la fois au travail de formation, d'agitation et de propagande tout en permettant une référence constante aux objectifs généraux du parti.

Il s'agit en effet, dans les trois cas, de problèmes précis, sur lesquels une étude détaillée est possible en recherchant les exemples d'application à la branche d'activité, au lieu de travail ou d'habitation... Mais il s'agit en même temps de questions générales qui touchent aux mécanismes les plus profonds de l'exploitation capitaliste.

Parler de contrôle ouvrier, c'est aborder par là même la question de la gestion ouvrière dans les entreprises, qui n'a de sens, à son tour,

qu'en posant le problème plus général du pouvoir et de sa nature de classe. Parler du pacte atlantique, c'est évoquer tout le problème de l'impérialisme, non seulement américain, mais mondial. Parler des méfaits du capitalisme sur les conditions de vie et de logement, c'est critiquer la structure foncière dans son ensemble, c'est remettre en cause la propriété privée du sol.



Dans la campagne sur le pacte atlantique, le plus grave serait de tomber dans le style patriotard que certains d'entre nous ont bien connu lors de la campagne contre la C.E.D. Nous risquons d'assister une fois de plus à la conjonction de l'orthodoxie communiste et du gaullisme dit de gauche pour une exploitation des thèses nationalistes les plus éculées, une interprétation chauvine et petite-bourgeoise de la lutte contre l'impérialisme américain. Nous ne devons en aucun cas mettre le doigt dans cet engrenage.

Il est clair, pour nous, que la bataille contre le pacte atlantique doit être l'occasion de montrer la collusion entre le capitalisme américain et la bourgeoisie nationale, de dénoncer les impérialismes secondaires et notamment les manifestations de l'impérialisme français lui-même dans ses anciennes colonies devenues « indépendantes » comme dans ses « territoires » et ses « départements d'outre-mer ». Il est clair aussi que nous devons aborder les problèmes du pacte de Varsovie et dénoncer la politique de grande puissance dont l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie est le dernier exemple (ce qui ne veut pas dire, bien entendu, que la dissolution du traité de Varsovie soit pour nous un préalable au retrait de l'alliance atlantique).

Dans la campagne sur la ville, le danger serait de s'en tenir à des objectifs pratiques limités, pour une action qui retomberait sitôt les résultats obtenus. Les actions locales revendicatives de ce genre ont pu jouer un rôle

utile, comme élément de prise de conscience, dans les organisations qui ont précédé la constitution du P.S.U. Elles ne répondent pas au niveau actuel des luttes.

Aujourd'hui, des actions ponctuelles pour un succès revendicatif local n'ont de sens qu'à titre d'exemple, prouvant la possibilité pour une action de masses de faire reculer le pouvoir, qu'il s'agisse de l'employeur, du logeur ou de l'Etat — c'est-à-dire incitant par là même à la poursuite des luttes, puisque chaque succès en fait apparaître les limitations et repose les mêmes problèmes à un niveau supérieur, jusqu'à celui du pouvoir central.

Il est d'autant plus important d'éviter les malentendus à cet égard que la campagne sur la ville a naturellement des répercussions sur le plan municipal et qu'elle préjuge en quelque sorte l'orientation du parti aux élections locales de 1971. Il doit être clair qu'il ne saurait y avoir une politique du parti, dans la ligne du cinquième congrès, à l'échelon national et départemental et une autre, empirique et antérieure au congrès, sur le plan communal.

Ainsi, chacun des thèmes retenus permet à la fois une étude concrète et un élargissement des données vécues à la synthèse politique. Dans la mesure où nous saurons leur donner cette dimension, ces trois thèmes n'intéressent pas seulement telle ou telle catégorie particulièrement concernée mais l'ensemble des masses populaires. Au niveau du parti, cela signifie que chacune des campagnes ne doit pas être l'affaire de spécialistes mais celle du parti tout entier, de tous ses militants.

Bien entendu cela signifie que certains camarades, à l'échelon de la section comme de la fédération, de la région ou de la direction nationale, assument plus particulièrement la responsabilité de chaque campagne, en même temps qu'une coordination pratique et politique sera mise en place. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans les détails d'organisation qui font l'objet de circulaires et de directives intérieures. Nous voudrions seulement, pour l'ensemble des camarades, insister sur cette idée fondamentale que nos campagnes ne doivent pas être des actions séparées les unes des autres, mais trois approches, successives ou simultanées, d'une même réalité globale, celle de l'exploitation capitaliste et de la nécessité d'y mettre fin. □

Les propositions pratiques, doivent tenir compte des leçons du passé ; de nombreux organismes ont été créés par le Parti ; à titre d'exemple, on peut étudier trois commissions :

— les commissions économique, propagande, enseignement.

Commission économique

Elle recueille les informations, les soumet à une réflexion et met des analyses à la disposition du parti. Pour fonctionner, elle n'a donc besoin que du fichier de ses participants et d'un débouché lui permettant de porter les analyses qu'elle fait à la connaissance du parti.

Commission enseignement

Impulsion donnée aux militants du parti engagés dans les syndicats d'enseignement, éventuellement parents d'élèves, etc.

Comme pour la commission entreprise, elle s'adresse aux militants individuellement, en petits groupes et exceptionnelle-

ment aux sections (groupes d'entreprises).

Ses moyens de travail sont un fichier de militants pris individuellement, souvent un bulletin ou un courrier qui en tient lieu, quelques fois un « DIRECTIVES ».

A noter que certains organismes de ce type ne s'appellent pas « commission » : (S.N.E. - C.C.N.J.).

Commission propagande

Elle fournit des prestations à la demande à partir :

- d'un organisme d'étude ;
 - d'un service technique ;
- Elle établit un fichier des responsables fédéraux à la propagande.

Il est évident que ces trois commissions sont trois types d'organismes différents.

On trouve ensuite les « secrétariats » au nombre de quatre, dont un n'est pas tenu (administratif) et dont deux sont encore en pointillé (implantation et organisation). Le seul qui existe effectivement est le secrétariat national.

Ils ont pour caractéristiques d'embrancher sur les organes statutaires du parti (B.N., D.P.N., secrétaires et trésoriers fédéraux, secrétaires de section, etc.) et ceci dans les deux sens.

Ils agissent très généralement par DIRECTIVES.

En plus des secrétariats, on trouve des organismes assurant des publications. Pour l'instant : « Courrier du P.S.U. - T.S. - P.S.U. documentation ».

Enfin, les souvenirs du P.S.U., indispensables à l'action future, sont en général disséminés dans des fichiers personnels, voire dans des mémoires d'un certain nombre d'individus et quasi inaccessibles. La seule mémoire générale existant au P.S.U. à l'heure actuelle est le fichier national.

Les propositions qui seront faites ne constituent pas des créations nouvelles ; c'est beaucoup plus une réorganisation et une rationalisation d'organismes existants, étant bien entendu que la restructuration sera progressive et tiendra compte des moyens disponibles et des priorités retenues.

Modalités pratiques d'organisation

Remarque : La mise en place de l'organisation décrite ci-après sera progressive en fonction de la *priorité politique* (définie à Dijon) et des *moyens financiers*.

Un calendrier dressé en fonction de ces deux critères sera soumis à la D.P.N. après le Conseil National.

En dehors des organes statutaires, et sans reprendre les dispositions de la thèse 14 (sections, fédérations, D.P.N., B.N., groupes...), l'organisation du parti, à la lumière de l'analyse précédente, comprend cinq types d'organismes :

- les secrétariats nationaux ;
- les secteurs d'intervention ;
- les services nationaux ;
- les centres ;
- les commissions.

Un même type d'activité peut relever de plusieurs organismes. Par exemple, les activités internationales sont assurées par un secrétariat (relations avec les organisations internationales et étrangères, représentation du Parti, contrôle politique direct sur le secteur), un secteur d'intervention (relations avec les organisations de lutte en France, par exemple C.V.N.), et une commission de travail (chargée de mener les études approfondies nécessaires à l'élaboration de la stratégie internationale et la connaissance des réalités extérieures).

L'ensemble de ces organismes est contrôlé politiquement par la D.P.N.

Les secrétariats

Les secrétariats sont les organismes directement reliés aux structures statutaires du Parti ; leur fonctionnement doit permettre aux organes statutaires du Parti de jouer à tous les niveaux, leur rôle de Direction Politique.

- dans leur travail directement politique (secr. Nat.) ;
- en leur fournissant l'infrastructure administrative indispensable (secr. Adminis.) ;
- en orientant leur travail d'implantation vers les forces sociales réelles (secr. Implant.) afin qu'elles possèdent la capacité de débat nécessaire aux décisions ;
- en les appelant à coordonner l'action des différents secteurs à l'occasion des campagnes (secr. aux campagnes) ;
- en mettant en place les organismes qui permettent d'appliquer les décisions à tous les niveaux (secr. org.), etc ;
- le secrétariat national est chargé de la préparation et de l'exécution des décisions du Bureau National, de la Direction Politique Nationale, et des congrès. Il assure aussi la représentation du parti vis-à-vis de l'extérieur et le contrôle des organisations rattachées au Parti (Syros, Découverte et Culture) ;
- le secrétariat financier est chargé de la trésorerie, de la gestion

financière des opérations décidées par les organes statutaires du Parti et du contrôle financier de tous les organismes du parti :

- le secrétariat administratif est chargé de la tenue des fichiers, du courrier ;
- le secrétariat à l'implantation est chargé de la mise au point, de la réalisation et du contrôle des plans d'implantation au niveau national et au niveau fédéral en liaison avec les fédérations.
- Il s'agit d'adapter l'implantation du parti aux forces sociales réelles qui existent dans le pays en fonction des priorités politiques fixées par le parti. Par exemple, dans un département à dominante agricole, le parti ne peut être durablement composé à peu près exclusivement d'enseignants, mais doit comprendre une proportion importante d'agriculteurs ;
- le secrétariat à l'organisation est chargé du fonctionnement des structures de l'organisation du parti de la coordination de l'ensemble et de l'adaptation de l'organisation à l'évolution de l'action du parti ;
- le secrétariat international est chargé d'établir et d'assurer les liaisons et les contacts dans le cadre de la stratégie internationale du parti ;
- le secrétariat aux campagnes est chargé de la préparation, de la coordination et du contrôle des campagnes et notamment des élections. Ces campagnes doivent permettre d'unifier dans l'action les divers secteurs du parti, elles seront donc intégrées et comprendront notamment la conduite des luttes, l'implantation, la propagande et la formation.

Les secteurs d'intervention

Les secteurs d'intervention sont constitués des organismes directement branchés sur l'action de masse.

Ils assurent la liaison avec les organisations de masse, appliquent la politique du parti dans leur secteur et participent à sa définition.

Les secteurs d'intervention sont actuellement :

- le secteur entreprise ;
- le secteur agriculture ;
- le secteur enseignants ;
- le secteur étudiants (E.S.U.) ;
- le secteur lycéens ;
- le secteur jeunes (C.C.N.J.) ;
- le secteur international ;
- le secteur culturel ;
- le secteur action locale et vie quotidienne.

Il est clair que, si les différents secteurs sont « égaux » du strict point de vue de l'organisation (mêmes rapports à l'action

de masse, donc structure voisine et liaisons internes au parti comparables), ils ne le sont pas du point de vue politique (priorités définies par le parti), les moyens mis à la disposition de chacun d'entre eux, en particulier, seront une traduction de leur importance politique respective.

Les services

Les services sont les organismes qui fournissent des prestations à la demande des organes statutaires.

On compte actuellement : le service formation, le service propagande.

Il est nécessaire de mettre en place : un service juridique (répression), un service sécurité (locaux).

Les organismes d'information chargés de l'édition et de la publication sont les centres :

- centre de publication ;
- centre de documentation.

Centre de documentation. — Mémoire générale du P.S.U., alimentée par commissions, secteurs, extérieurs, etc. fournit la documentation à la demande et conserve les archives.

Centre de publication. — Coordonne et assure l'ensemble des publications du parti (T.S. - P.S.U. Documentation - Courrier du P.S.U., Directives)

Doit fournir également des textes aux journaux locaux et comprend donc un service de relations avec la presse.

Les compétences de ce centre comprennent aussi :

- la revue théorique ;
- les éditions syros (réalisation de brochures nécessaires aux militants du parti, formation, travail des commissions, histoires, débats) ;
- les bulletins de secteur (international, etc.) ;

Les organismes d'information et d'analyse chargés des études et des recherches sont les commissions :

On compte des commissions permanentes et certaines commissions *ad hoc* créées pour étudier les problèmes particuliers (commission informatique par exemple).

On compte aujourd'hui :

- la commission économique ;
 - la commission internationale.
- Deux autres commissions permanentes doivent être mises en place :
- une commission idéologique ;
 - une commission aménagement du territoire (régionalisation - urbanisme).

La commission internationale se propose de faire réaliser un certain nombre de ses études par des militants du parti résidant en province. Ceci semble être une excellente formule qu'il serait souhaitable d'étendre à toutes les commissions.

Rectificatif

Au montage des pages 13 et 14 de « T.S. » N° 423, deux paragraphes et deux intertitres ont été déplacés :

Les paragraphes :

Page 13 : les 2 premières lignes de la partie « Les conditions... » sont à replacer à la fin de la partie précédente « Les objectifs directeurs... ». De même page 14 : les 3 premières lignes de la partie « Les objectifs à long terme... » sont à replacer à la fin de la partie « Les conditions... »

Les intertitres :

Les 2 intertitres de la 3^e colonne, p. 14, sont à déplacer — « Susciter un grand nombre... » doit s'insérer entre « Intervenir dans la lutte idéologique... » et « Le développement des luttes et l'élevation... » (même colonne).

— « L'organisation est un outil... » s'insère entre « L'activité de l'appareil » et « Ceci implique qu'il n'est pas... » (colonne voisine).

La politique Guichard

Robert Chapuis

Les écoles fermées le samedi. Les budgets refusés par le Rectorat. Les élèves exclus. La suppression du latin. Les différentes sections d'enseignement. Les diplômes des Instituts Catholiques.

Pour connaître la politique d'Edgar Faure il valait mieux étudier les discours du ministre que les actes du ministère. Les temps ont bien changé : M. Guichard ne parle pas, il agit. Décidé à aménager l'Éducation nationale comme il le fit naguère du territoire, M. Guichard sait rester caché tout en tenant ferme les commandes de son administration. Le téléphone, moins compromettant, a remplacé la circulaire ; la délégation de pouvoir se développe sous le signe de l'épée de Damoclès. Dans cette ambiance feutrée, il n'est pas facile de dégager les grands axes d'une politique. Néanmoins une première esquisse est désormais possible.

La politique Guichard peut se résumer en six points :

Restriction

Le plan d'austérité a servi, là comme ailleurs, de prétexte : il s'agit de faire correspondre la réalité à la loi. Les seuils de dédoublement des classes sont à 35 ou à 40 : on mettra 35 ou 40 élèves par classe. Puisque les professeurs ne peuvent refuser deux heures supplémentaires en sus de leur service, on calcule les emplois du temps sur 17 heures (agrégés) ou 20 heures (certifiés, adjoints et auxiliaires).

Puisque les instituteurs réclament leur samedi après-midi, on abat leur service de trois heures et on ferme complètement les écoles ce même samedi après-midi, laissant les enfants à la rue et les maîtres sans lieu de travail personnel ou en équipe. On suspend toutes les tentatives de formation permanente, en dehors de celles qui sont déjà instituées (I.R.E.M. et cours spéciaux en école normale).

Pour les constructions, on s'accroche à la « carte scolaire » et on cesse

d'écouter les demandes des municipalités. La sélection impliquera en effet qu'on soumette la demande scolaire à l'offre des établissements et des sections et non l'inverse. On fait des coupes sombres dans les crédits de fonctionnement, dans les secteurs marginaux (enseignement agricole) ou dans les secteurs d'emploi à moindre qualification (agents de l'E.N.).

On cherche une meilleure rentabilité, comme dans tout le secteur public, en faisant payer aux usagers le coût des services et la hausse des prix : augmentation du prix de l'internat, augmentation des droits d'inscription en faculté, réforme des œuvres universitaires, etc. On diminue ainsi les subventions de l'État et on accentue le poids des inégalités sociales : certes, les bourses permettent d'aider les « pauvres », mais on sait bien que leur attribution est liée à des critères culturels (examens) ou disciplinaires (exclusions).

Enfin, bien entendu, on demande aux enseignants de faire leur métier et uniquement leur métier : qu'ils ne se mêlent pas d'animation pédagogique ou culturelle (1) ; s'ils ont ce « hobby », qu'ils y consacrent leurs moments perdus. On ne va quand même pas les payer pour ça...

Intégration

M. Guichard fut l'auteur du projet de réforme régionale qui visait à intégrer les organisations syndicales dans les mécanismes du pouvoir d'État, sur une base institutionnelle. Ce que le grand capital n'a finalement pas osé accepter à l'intérieur de la région, le nouveau ministre de l'E.N. entend bien le réaliser dans l'Éducation nationale. La situation le favorise : au nom de la neutralité de l'université, le syndicalisme enseignant a une longue tradition d'intégration dans les mécanismes du pouvoir. Il suffit d'accrocher les syndicats à l'administration de l'université et de renforcer le contrôle de cette administration par l'État lui-même. D'où une double politique, apparemment contradictoire, mais en fait très univoque :

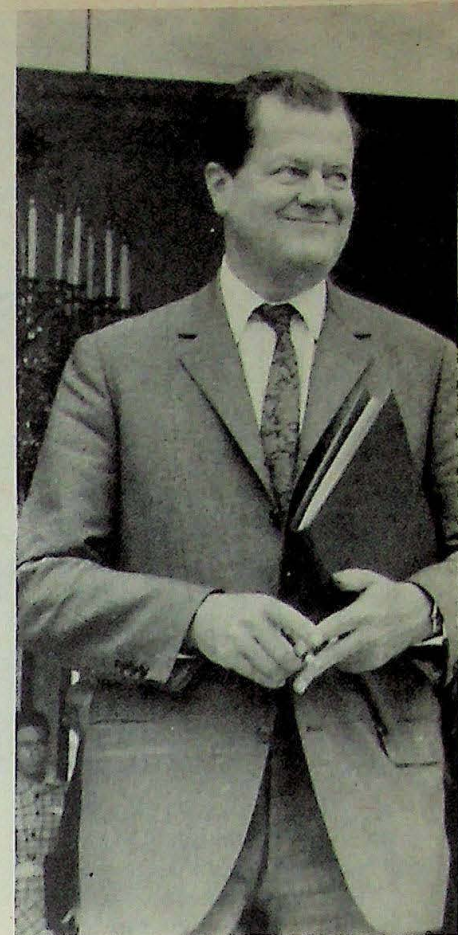
● Le maintien et l'extension des conseils d'administration (introduits dans les C.E.G. par exemple) comme des conseils d'U.E.R. ou d'université. Quelques sucreries soutiendront l'attribution : suppression de l'article 15 (au demeurant inapplicable), admission des parents et des élèves dans les conseils de classe, etc. La « par-

ticipation » permet de diviser les maîtres, les élèves ou les étudiants, de multiplier les conflits sur les points mineurs, de noyer l'action syndicale dans la gestion des situations imposées par le pouvoir (un exemple amusant : dans un établissement secondaire, les professeurs ont été chargés de rogner eux-mêmes les crédits demandés, après que le rectorat eut refusé le budget proposé par le C.A. : on participe ou on ne participe pas...). Dans de telles opérations, les parents d'élèves jouent un rôle efficace : le souci d'ordre et de conservation que manifeste spontanément la majorité d'entre eux est un auxiliaire précieux pour le pouvoir. Les associations semblent ne plus exister que pour la participation...

● Le renforcement des pouvoirs de l'administration locale et rectorale : on a procédé à de nombreuses mutations, à de nombreuses promotions. Il fallait se donner un personnel plus docile. Le personnel d'Edgar Faure n'a pas été épargné (cf. les articles de M. Brodin dans « le Monde »...). Au colloque d'Amiens, le recteur Mallet — qui a remplacé à Paris le recteur Roche — avait fait d'excellentes propositions pour renforcer le rôle des chefs d'établissement et des responsables administratifs. A l'époque, on parlait d'autonomie et de déconcentration. Aujourd'hui, on n'utilise ces mots qu'avec précaution, mais on en garde l'idée de la responsabilité des hommes. Ainsi va-t-on voir fleurir à travers tout le pays des centaines et des centaines de petits Guichards, comme autant de « préfets » fidèles au pouvoir central.

Répression

A la fin de l'année passée, au milieu des préparatifs de vacances, des milliers d'élèves ont été exclus de l'enseignement : dans l'enseignement technique en particulier, mais aussi dans de nombreux lycées. Sous des prétextes d'âge ou de résultats scolaires, de nombreux élèves ont été chassés de première ou de terminale : exclus de leur lycée, ils ne trouvaient pas de place ailleurs. On ne sera pas étonné que de nombreux animateurs des C.A.L. et des C.A.E.T. figurent dans le lot. La répression policière suscitait l'émoi des foules ; on a trouvé mieux : la répression disciplinaire et pédagogique, qui reçoit l'appui de tous les gens vertueux. A ce train, les conseils d'orien-



A. D. N. P.

tation vont bientôt remplacer les conseils de discipline. Au demeurant, on évite les drames en obtenant l'accord des parents : ce sont eux qui retirent leurs enfants de l'établissement, sur le conseil du proviseur ou du principal.

Les enseignants ne sont pas à l'abri : on suspend un professeur contesté par les parents (au lycée Bergson à Paris), mais on protège les professeurs contestés par les élèves. Les maîtres auxiliaires, les surveillants se voient livrés à l'entière discrétion de l'administration rectorale. Les assistants — comme on le voit à Dauphine — peuvent être d'un jour à l'autre chassés de leur emploi. N'oublions pas les menaces proférées naguère par Philippe Malaud contre les fonctionnaires qui serviraient mal l'État !

(1) Quand les trois quarts de la subvention à la Fédération des Ciné-Clubs Jean Vigo sont supprimés par Comiti, c'est bien de la même politique qu'il s'agit. Sans oublier bien sûr l'affaire des Maisons de Jeunes et de la Culture.

COMMUNIQUE
plus souvent,
plus vite, plus net.

Les responsables des collectivités savent que le rythme des communications s'accélère : Il leur faut être équipés d'un matériel moderne, rapide et sûr. Les nouveaux duplicateurs Gestetner (stencil et offset) ajoutent à ces qualités, une très grande simplicité de manœuvre : un opérateur, même novice, peut « sortir » des copies impeccables après quelques quarts d'heure d'entraînement.

Voulez-vous être complètement informé sur les récents progrès de la duplication, et en particulier sur la gravure automatique des stencils ? Demandez à GESTETNER sa documentation n° 855 - 71, rue Camille-Groult à Viroflay - tél. 482-47-85.



A.D.N.P.

Les examens et les concours ne sont plus seulement un moyen de sélection : ils servent à la répression, quand ils sont le prétexte à des exclusions ou à des éliminations progressives. Les barrages culturels deviennent des barricades.

Industrialisation

C'est le maître mot qui unit MM. Pompidou et Chaban-Delmas sur un ton différent. Il s'agit de faire passer la France à l'ère de l'industrie moderne par les vertus du néo-capitalisme. M. Guichard va s'y employer dans son secteur, en respectant quelques données de base : l'enseignement diffuse une idéologie, non une économie ; il vaut mieux laisser dépérir que créer des traumatismes dangereux par des amputations brutales ou des greffes hasardeuses. Par exemple :

- On s'ape à la base l'humanisme classique par la suppression du latin en sixième, cinquième avec ses effets seconds : diminution brutale des effectifs de latinistes dans les autres sections, renforcement des critères liés au français et aux mathématiques (c'est-à-dire au langage et à la capacité d'abstraction). On laisse place libre à l'idéologie de la nouvelle classe bourgeoise, avec son goût de « l'entreprise », du profit et des relations humaines. La tâche est facile : il suffit de souffler sur les cendres de l'humanisme gréco-latin et sur la poussière qu'il a accumulée dans le système d'enseignement.

- On laisse mourir les sections d'éducation professionnelle et on abandonne l'apprentissage aux entreprises.

- On renforce le contrôle sur les collèges et les sections techniques.

- On reconstitue une filière technique parallèle, avec son recrutement

spécifique et garanti (les examens et les débouchés sont étroitement contrôlés par le patronat) : C.E.T., lycées techniques, I.U.T.

- On institue de nouveaux rapports entre l'université et l'industrie : durant les vacances se sont formées plusieurs associations unissant des « personnalités » de ces deux secteurs (à Grenoble, à Lille, etc.).

Cette perspective va finalement animer les deux autres orientations plus « pratiques » de la politique Guichard.

Sélection

Comme on le sait, la sélection autoritaire est impossible, parce qu'elle révélerait la réalité du régime et ferait la somme des oppositions. Il s'agit donc d'utiliser le système d'orientation. On utilisera 3 moyens principaux :

- La nature des sections dans les différents établissements : des sections scientifiques et techniques pour lesquelles on disposera de critères précis, des sections littéraires ou « économiques », vers lesquelles on dirigera ceux qui ne seront pas destinés aux sections précédentes : une sorte de renversement par rapport aux pratiques anciennes, mais qui crée en fait une sélection au profit des fils de la bourgeoisie les mieux formés vers le secteur scientifique et des enfants de milieu populaire vers le technique.

- Les procédures d'orientation qui seront rendues plus impératives.

- Le développement d'une « information » professionnelle qui dépendra directement du système capitaliste : les débouchés offerts par le système se trouveront confondus avec les « besoins ».

C'est le problème que le plan Fouchet avait déjà voulu résoudre ;

c'est celui que les projets Laurent-Peyrefitte (O.N.I.O.P.) avaient abordé, non sans contradictions internes. Comment assurer, dans un service public, une sélection suffisante au profit des intérêts privés qui gouvernent l'économie. M. Guichard cherche à son tour des solutions, avec le concours de M. Billecocq plus spécialement chargé de ces questions.

Sectorisation

Pour réaliser ses objectifs, le ministre doit résoudre une contradiction particulièrement accentuée dans notre pays :

- Assurer l'unité du système d'enseignement.

- Rappporter ce système à une réalité économique qui n'est pas commandée par l'Etat, mais par un certain nombre de grands intérêts, d'où la nécessité d'une diversification.

Le ministre n'a pas cédé sur la question des diplômes des instituts catholiques : il fallait en effet s'assurer le contrôle de l'ensemble du système dans la ligne de la loi Debré. Il entend répondre en effet rationnellement au second impératif et ne pas laisser de place à un secteur « libre », mal contrôlé économiquement. C'est l'ensemble de l'université qui doit s'adapter à l'économie capitaliste.

A cette fin, il s'agit de créer plusieurs systèmes d'enseignement parallèles, capables d'assurer « à la française » la même rentabilité que le système américain.

Au niveau postérieur au premier cycle, ce sera la différenciation entre l'enseignement général (culturel...) et technique (professionnel) : les techniciens seront ainsi mieux contrôlés à travers un système particulier d'établissement, de formation, d'examens (cf. les baccalauréats de techniciens) et l'on pourra assurer dans le premier système la sélection nécessaire pour le second niveau.

Dans le supérieur, en effet, on distinguera le secteur protégé des grandes écoles, des facultés de médecine et de pharmacie, des instituts de sciences politiques ou économiques, de certaines branches scientifiques, et le secteur plus « libéral » des lettres, du droit et d'une partie des facultés de sciences. Dans ce dernier, on cherchera à limiter les difficultés en organisant de façon indépendante le secteur essentiel au fonctionnement de l'ensemble du système : celui de la formation des maîtres.

Certains vont plus loin : on pourrait faire intervenir le facteur géographique. Certaines « unités » recruteraient sur une base limitée, après un premier cycle indifférencié. On aurait ainsi dans des secteurs variés une généralisation du système des grandes écoles avec les liens qu'il implique avec la profession. Le débat est ouvert...

Telles sont les grandes orientations de la politique scolaire et universitaire du régime actuel. On ne peut se dissimuler leur cohérence. C'est pourquoi elles impliquent de la part des forces socialistes une stratégie cohérente. Nous y reviendrons la semaine prochaine, mais déjà on voit s'en dessiner les axes pour les luttes immédiates :

- Contre les restrictions apportées au développement de l'enseignement.

- Contre la politique d'intégration.

- Contre la répression sous toutes ses formes.

- Contre la soumission de l'Éducation nationale aux intérêts capitalistes, ce qui implique la lutte contre le système d'enseignement dont la V^e République veut assurer la gestion et la réussite.

S'agit-il de luttes négatives ? Non, car si nous savons les unir constamment les unes aux autres, c'est déjà à travers elles un autre système qui devient possible. □



Elie Kagan

Grève scolaire dans les C.E.G.

Jean Robin

Le 15 septembre les 600 élèves des deux C.E.G. de Rostrenen sont restés dans leurs familles. Cette grève était prévisible mais l'administration n'avait rien fait pour donner satisfaction aux légitimes revendications des parents. Le problème de la surveillance des élèves dans les C.E.G. avait été posé depuis longtemps, d'abord par le conseil d'administration des établissements, ensuite par le conseil des parents d'élèves local. Il est bon à ce sujet de faire un retour en arrière et de rappeler les différentes étapes de l'action entreprise.

Demandes sans réponse

Depuis décembre 1968 les conseils d'administration avaient alerté l'administration.

1) Le conseil d'administration du C.E.G. garçons (250 élèves dont 200 internes) avait étudié le 20 décembre 68 le problème de la sécurité des enfants en particulier à l'internat :

— 1 surveillant rétribué par l'administration ;

— 2 surveillants rétribués par l'internat sur les frais de pension des internes ;

— 3 surveillants-élèves au pair.

Il avait déploré :

— que l'on puisse confier la sécurité des enfants à des élèves très jeunes ;

— que le budget de l'internat soit utilisé pour rétribuer 2 surveillants supplémentaires.

Il avait en conséquence demandé à l'inspection académique un minimum de 5 postes de maîtres d'internat rétribués par l'administration.

2) Le C.A. du 7 mars 69 constatait qu'il n'avait reçu aucune réponse et renouvelait sa demande.

3) Le conseil d'administration réuni le 6 juin 69 ne put enregistrer lui non plus aucune réponse. Une action fut envisagée auprès des services compétents et le conseil de parents d'élèves alerté décida de provoquer une réunion extraordinaire de ses adhérents.

Le C.A. du C.E.G. filles (330 élèves dont 240 internes — 1 seule surveillante rétribuée par l'administration) avait lui aussi transmis à peu près aux mêmes dates les mêmes demandes. Lui non plus ne reçut aucun écho.

La deuxième étape de l'action allait être menée par le conseil de parents d'élèves local.

Le 11 juin 69 le bureau du C.P.E. convoque les parents à une assemblée générale extraordinaire au cours de laquelle sont étudiés le problème de la surveillance dans les C.E.G. et celui des bourses. Les 250 familles représentées prennent position sur ces deux points ; deux textes sont votés à l'unanimité et adressés aux responsables départementaux de l'Éducation nationale, de la fédération des C.P.E. et du S.N.I.

— le premier dénonce le non-paiement des bourses du troisième trimestre 68-69 (satisfaction vient d'être obtenue sur ce point) ;

— le deuxième rappelle dans quelle situation fonctionnent les 2 C.E.G., attire l'attention de l'administration sur la nécessité de nommer du personnel de surveillance, mesure qui permettrait une meilleure organisation des études et répondrait aux conditions de sécurité que les parents sont en droit d'exiger pour leurs enfants. Le texte précise que si des modifications ne sont pas intervenues à la rentrée 69 le C.P.E. lancera une grève scolaire.

Une seule riposte : la grève scolaire

Au début de septembre aucune amélioration n'est envisagée. Le 9 le bureau du C.P.E. convoque son C.A. qui constate qu'il n'a plus qu'un moyen pour se faire entendre : la grève scolaire.

L'ordre de grève est immédiatement lancé ; I.A., I.D.E.N., fédération des C.P.E. et S.N.I. sont immédiatement mis au courant. Le 11 septembre le C.S. du S.N.I. publie un communiqué de soutien à la grève. L'administration départementale tente de trouver une solution mais sans crédits puisque le ministère refuse de créer des postes de surveillants pour les C.E.G.

Le 15 septembre la presse peut titrer : « Grève scolaire suivie à 100 % dans les C.E.G. de Rostrenen. » Près d'un millier de personnes sont présentes le soir à l'assemblée générale des parents. L'administration s'y fait représenter par l'I.D.E.N. de la circonscription qui propose la nomination de 2 suppléants recrutés le jour même. L'A.G. juge la solution proposée insuffisante et inacceptable. Nombreux sont les parents qui interviennent avec fermeté pour demander la continuation de la grève afin d'obtenir dans l'immédiat 3 postes de surveillants rétribués par l'admini-

nistration dans chacun des C.E.G., objectif minimum, et dans un avenir aussi rapproché que possible la nationalisation des établissements.

Les protestations sont nombreuses et vives en ce qui concerne les bourses (suppression des bourses aux redoublants et aux enfants inadaptés, diminution du taux pour beaucoup de familles... tandis que le prix de la pension est relevé de près de 50 %). Après un vote à l'unanimité pour la poursuite de la grève, les 2 communiqués suivants sont publiés :

1) « L'assemblée générale extraordinaire des parents d'élèves des



C.E.G. de Rostrenen convoquée par le C.E.P. local a réuni environ un millier de personnes.

Elle s'est prononcée à l'unanimité pour la poursuite de la grève, jusqu'à ce que l'administration accepte de rétribuer au moins trois surveillants dans chacun des deux C.E.G.

Une délégation du C.P.E. sollicitera une audience à l'inspection académique le mardi 16 septembre et rendra compte de sa démarche au conseil d'administration du C.P.E. qui se réunira le même jour à 20 h 30. »

2) « Un millier de parents réunis au C.E.G. garçons de Rostrenen le 15 septembre se sont indignés :

— de la suppression des bourses aux élèves redoublants ;

— de la suppression des bourses aux élèves inadaptés ;

— de la diminution importante des parts de bourses dans de nombreuses familles.

Ils exigent l'annulation des deux premières mesures et une reconsidération des cas évoqués au troisième.

Le C.P.E. des écoles publiques de Rostrenen prend l'engagement d'étudier dans les prochains jours les formes d'action qui permettront aux parents de se faire entendre. »

L'action paye

Le mardi 16 septembre la délégation du C.P.E. est reçue par l'inspecteur d'académie qui informe les chefs d'établissements une heure après l'audience qu'il se propose de faire nommer dans chacun des C.E.G., en plus du premier poste de surveillant, un surveillant de C.E.G. et un suppléant faisant fonction de maître d'internat.

Le C.A. du C.P.E., réuni le soir, se refuse à prendre une décision de levée du mot d'ordre de grève avant l'audience sollicitée au rectorat et avant la réunion de l'assemblée générale convoquée pour le jeudi soir 18 septembre.

Le mercredi 17 septembre le télégramme suivant est adressé à la fédération nationale des C.P.E. :

« Parents d'élèves Rostrenen en grève demandent à fédération nationale envisager action nationale immédiate contre suppressions et diminution des bourses. »

Le même jour une circulaire de la fédération départementale des C.P.E. parvient dans tous les C.E.G. Elle se félicite de l'action menée à Rostrenen, demande la réunion d'urgence de tous les C.P.E. de C.E.G., fait appel à la solidarité et à la volonté d'action de tous afin que la lutte menée par le C.P.E. de Rostrenen ne reste pas isolée.

La presse régionale de ce mercredi annonce la décision de grève prise par deux autres C.P.E. de C.E.G., dans le but d'obtenir la nomination d'enseignants dans des postes non pourvus.

A la fin de la journée la fédération départementale obtient du rec-

RECH. App. Paris. 3 ou 4
P. Locat. ou Locat.-vente ou
Achat - Neuf ou vieux. Sit.
10^e, 11^e ou 12^e. Rive droite de
préf. Ecr. à T.S.

teur d'académie une audience pour le lendemain.

Le jeudi 18 septembre une délégation composée d'un représentant de la fédération départementale des C.P.E. et de quelques représentants des C.P.E. de Rostrenen et de Merdrignac est reçue par le recteur de l'académie de Rennes.

En deux heures d'audience sont évoqués les problèmes généraux des C.E.G. et les difficultés particulières des établissements de Rostrenen et de Merdrignac. Le recteur, en accord avec l'I.A. des Côtes-du-Nord, accepte de porter à 3 le nombre des surveillants affectés à chacun des C.E.G. de Rostrenen. Le C.P.E. obtient aussi la promesse de l'inscription des C.E.G. de Rostrenen en tête des nationalisations pour 1970. Le problème des bourses est très longuement évoqué. Une réunion des recteurs d'académie étant prévue le lendemain au ministère, l'assurance est donnée à la délégation que les différents aspects de la situation des C.E.G. y seront étudiés.

Le soir du même jour, l'A.G. du C.P.E. de Rostrenen, après avoir entendu le compte rendu des audiences, décide de lever le mot d'ordre de grève mais s'engage à continuer l'action sous d'autres formes (délégations

auprès des élus et manifestations de masse) sur le problème des bourses.

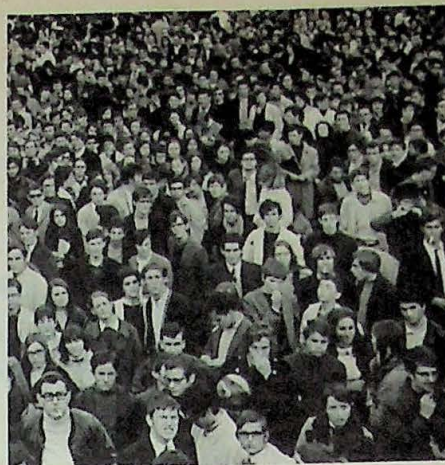
Tous les problèmes n'ont certes pas été réglés par la grève scolaire des C.E.G. de Rostrenen. Celui de la surveillance dans les C.E.G. non nationalisés demeure, comme demeure aussi celui des bourses ; 3 surveillants dans chaque C.E.G., c'est encore bien insuffisant ; aucun déblocage de crédits supplémentaires n'a été obtenu...

Continuer la lutte dans les C.E.G.

Mais il faut bien reconnaître :
— qu'un progrès a été accompli sur le plan local ;
— que l'opinion ne peut plus ignorer les besoins non satisfaits (presse écrite et parlée n'ont pu se taire) ;
— que l'administration a été contrainte de reconnaître ces besoins et de trouver des solutions.

Sans doute n'est-il pas inutile de remarquer enfin que les conseils d'administration des établissements n'avaient rien obtenu, que leurs vœux avaient été ignorés alors que l'action des parents d'élèves a permis à ceux-ci de se faire entendre.

Les C.E.G. ne doivent pas rester les « parents pauvres » de l'Education nationale, le combat des parents et des enseignants doit continuer pour une réelle démocratisation de l'enseignement. □



Elie Kagan

Quant aux 130 chambres terminées pour fin octobre elles ne pourraient accueillir que des étudiants non frileux. Je m'explique : en novembre, le froid commence à sévir et les chambres ne seront pas chauffées. La logique a poussé les responsables à concevoir la chaufferie

générale dans un autre bâtiment de cité prévu pour janvier.

Un trimestre à grelotter et tout ira bien

Quant à la nourriture, on ne sait combien de temps on aura à se contenter de la cuisine militaire. Oui cela paraît naturel aux responsables de confier notre nourriture à l'intendance militaire...

Faire une rentrée dans ces conditions est un scandale. On essaie d'éviter les heurts de la rentrée en reculant la date au 15 octobre ; 2 semaines de travail seront à rattraper.

La crise de l'Education nationale ne se limite certainement pas à ces faits et l'I.U.T. de Belfort ne doit pas être le seul établissement à avoir ces tristes privilèges. □

Belfort

Rentrée à l'I.U.T.

Gérard Magnin

Côté gouvernemental, on paraît plein d'optimisme. Guichard ne se félicite-t-il pas de la rentrée en primaire comme en secondaire.

Malheureusement, le côté pratique de l'Education nationale montre un aspect bien contraire : enfants ou maîtres sans écoles, écoles sans maîtres, ni écoles ni maîtres, maîtres non avertis à temps de leur lieu de travail, autant de formules qui caractérisent la rentrée 69. Ces faits ne sont pas pour vous étonner : ils constituent en effet le rite habituel des rentrées depuis quelques années.

Puis va arriver la rentrée universitaire. A Belfort, il y a des professeurs, des locaux de classe, des élèves qui ne veulent pas perdre une année et ne demandent qu'à travailler. Tout paraît prêt pour la rentrée : c'est avec ces termes que l'on

nous a annoncé la rentrée pour le 1^{er} octobre.

4 km à pied...

Nous nous sommes rendus compte sur place de la situation. Il manque, d'une part, une cité universitaire et, d'autre part, un restaurant universitaire.

Nous sommes 450 à demander un logement. On nous a répondu que pour l'année 69-70 tous les étudiants seraient logés à partir du... 1^{er} janvier.

Quelques chambres sont déjà construites. 130 autres seront terminées pour fin octobre, nous dit-on. Le malheur c'est que 200 étudiants n'aient pas de place. Alors, ils seront logés par-ci par-là dans la ville : l'I.U.T. se trouvant à 4 km du centre ville, nous aurons toutes facilités pour nous y rendre... à pied.

Castres

La farce de la participation

Albert Rousselles

Mercredi 1^{er} octobre à l'appel de leurs syndicats S.N.A.A.E.N., S.G.E.N. et C.G.T. les agents du lycée Jean-Jaurès de Castres ont fait grève afin de protester contre la suppression d'un poste décidée au niveau rectoral. La vétusté du lycée, la dispersion des locaux (il y a une annexe pour les petites classes qui entraîne de nombreux trajets) rendent les conditions de travail très dures pour les agents de l'établissement.

Vendredi 3 octobre, grève de solidarité des professeurs à plus de 90 % à l'appel du S.N.E.S. et du S.G.E.N. Ils entendent par la même occasion manifester leur impatience devant le silence des autorités responsables à qui le conseil d'administration a posé des questions précises sur l'avenir du lycée. Les diverses catégories représentées manifestent leur mécontentement après une année de participation active. Bien des espoirs sont déçus, nombreux sont les problèmes restés sans solution », ainsi que le déclare un communiqué du personnel (F.E.N., S.G.E.N. et C.G.T.). La fédération des parents d'élèves Cornec soutient le mouvement. Depuis 12 ans en effet il est question de la construction du nouveau lycée pour remplacer le vieux lycée actuel, celui-là même où Jaurès fut élève.

Et pourtant Castres a plus de 40.000 habitants. Projets et contre-projets se sont succédés, sans qu'aucun engagement précis ait été pris. Le conseil d'administration du lycée

a vainement attendu depuis le 31 janvier d'être reçu soit par le préfet, soit par le recteur. L'enseignement n'est possible que grâce au travail des agents qui rafistolent constamment...

Ces jours-ci un tiers du conseil d'administration a demandé au proviseur la convocation de ce conseil. Le nouveau recteur doit en effet venir à Castres. A l'ordre du jour : « Accueil de M. le Recteur. » Le dialogue va-t-il pouvoir s'ouvrir entre une structure de participation légalement mise en place et un des responsables chargés, croient de nombreux professeurs, de faciliter la participation ? Des questions précises pourront-elles être posées ? La séance est ouverte à 15 heures, jeudi 2 octobre. On apprend que M. le Recteur ne siègera pas. Il visitera pourtant le lycée à partir de 16 h 25. C'est un camouflet.

Après un an de participation, les faits montrent clairement que celle-ci n'a servi à rien. Par exemple les enseignants avaient proposé un contre-budget qui n'avait rien de démagogique : non seulement il fut refusé mais le projet primitif réduit ! Aussi ne s'étonnera-t-on pas du climat qui règne parmi les professeurs. La grève des agents a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase... Les idées mûrissent actuellement très vite dans la tête des agents et des professeurs... Une assemblée générale du personnel prendra des décisions la semaine prochaine en particulier sur l'attitude à tenir lors des élections au conseil d'administration.

Comme l'indique l'article que nous publions ci-dessus, le mouvement socialiste n'a pas l'habitude d'aborder un certain nombre de sujets, sans doute parce que sa réflexion n'a pas été suffisante. Il en est ainsi des luttes menées dans le secteur de la distribution en général et du sort réservé aux petits commerçants et artisans. Guy Caro aborde cette semaine les données générales de la situation faite à ces couches sociales ainsi

que l'aspect actuel de ces luttes et le problème de la violence. Dans les prochaines semaines, nous reviendrons sur d'autres aspects spécifiques des actions menées dans ce secteur, et notamment la question de l'assurance-maladie.

Il est évident que les thèmes qui sont abordés par Guy Caro seront, pour les militants du Parti, un point d'appui important dans les discussions qu'ils auront avec les commerçants et artisans au cours de leurs luttes. Une pédagogie et une action politiques doivent être faites d'abord par les commerçants et artisans qui sont dans des organisations révolutionnaires (notamment au P.S.U.). Au-delà même, c'est à tous les militants de populariser nos analyses auprès des commerçants et artisans à travers nos meetings, réunions, débats, affiches, tracts, discussions, etc.

T. S.

qui, avec des avancées et des replis doit se développer en même temps que se développent les luttes anticapitalistes dans l'Europe occidentale et les luttes anti-impérialistes dans le monde, et en liaison avec ces luttes.

Nous n'avons pas à promettre démagogiquement le maintien de tous les petits commerces. Mais à dire que les perspectives ne peuvent qu'être meilleures pour les petits commerçants et artisans en système socialiste : notamment en favorisant de diverses manières les groupements en coopératives d'achat et de distribution non capitalistes ; et aussi en offrant de toutes autres conditions d'emploi, de reconversion, de vie et de travail pour ceux qui devront quitter ce secteur en évolution.



A.D.N.P.

Petits commerçants et socialisme

Guy Caro

L'une des caractéristiques principales de la crise que traverse le système capitaliste en France est l'aggravation des contradictions entre la classe bourgeoise et la petite bourgeoisie, en particulier la fraction de celle-ci que constituent les petits commerçants et artisans et les petits agriculteurs.

Ne pas négliger ces luttes

Beaucoup de militants révolutionnaires ont spontanément tendance à négliger les luttes des petits commerçants et artisans et à sous-estimer la place qu'elles peuvent tenir dans la lutte générale anticapitaliste, en raison d'une part de la position tradi-

tionnelle des commerçants et artisans alliés habituels de la classe bourgeoise, en particulier masse de manoeuvre sur le plan électoral ; d'autre part du caractère réactionnaire de certains mots d'ordre de ceux qui mènent ces luttes. Cette attitude de militants révolutionnaires ne facilite pas la mobilisation de ceux des commerçants et artisans qui peuvent passer d'une position réactionnaire à une position révolutionnaire et refuser d'adopter éventuellement des positions fascistes.

Marx et Engels écrivaient dans le « Manifeste du Parti Communiste » : « Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes

moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires ; elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. »

Notre travail aujourd'hui a pour but d'amener nombre de commerçants et artisans à rejoindre les forces qui aux côtés de la classe ouvrière et sous la direction des organisations ayant une véritable ligne prolétarienne, doivent se regrouper dans la grande offensive anticapitaliste déclenchée depuis Mai 1968 en France ; offensive

Légalité bourgeoise et violence

La radio-télévision du gouvernement capitaliste avait apeuré en mai-juin 1968 les commerçants et artisans et les agriculteurs pour obtenir leurs bulletins de vote et les avait dressés contre la classe ouvrière et les étudiants en stigmatisant la « violence » de ceux-ci, symbolisée par la destruction de quelques autos, les barricades et les occupations d'entreprises.

Les nécessaires méthodes illégales et parfois violentes de leurs luttes doivent faire prendre conscience aux petits commerçants et artisans qu'ils furent trompés par cette tactique constante de la classe bourgeoise et de son Etat : **diviser pour régner**, pour maintenir sa domination.

Cette violence des classes dominées pour se libérer de l'exploitation et de la domination ne fait que s'opposer à la violence quotidienne, insidieuse, légalisée d'un système capitaliste de plus en plus intolérable. Violence d'autant plus scandaleuse qu'elle est subie passivement parce qu'on a conditionné les mentalités à s'y habituer.

Les petits commerçants et artisans, comme les petits agriculteurs doivent reconnaître qui sont leurs ennemis de classe : la classe bourgeoise et ses complices ; et quelles sont les armes de ces ennemis : l'appareil d'Etat bourgeois : police, armée, administration et justice, radio-télévision, presse et publicité, instruments matériels et idéologiques du maintien de leur domination. Et qui sont leurs alliés : la classe ouvrière et ceux qui se rangent à ses côtés.

Ils doivent se préparer et s'organiser avec ces alliés pour lutter contre la classe bourgeoise au pouvoir et pour prendre et transformer l'instrument de la dictature déguisée en « démocratie » : l'appareil d'Etat bourgeois ; c'est-à-dire pour abattre le capitalisme et construire le socialisme, ce qui veut dire faire la révolution.

A VENDRE

MARX-ENGELS. Le Capital (8 volumes). Textes sur le Capital. Critique de l'Economie Politique.

Editions Sociales. Etat neuf. S'adresser à T.S.

Ni endoctrinement aride ni roucoulades

Michèle Descolonges

La littérature d'un pays véhicule l'idéologie dominante. Délibérément ou non elle représente le type de rapports sociaux en vigueur, le mode de vie, les sentiments, les préoccupations. La diffusion qui en est faite révèle aussi les goûts de la population — ainsi, en France, les romans d'espionnage connaissent une diffusion massive, tandis que celle de la poésie est pratiquement inexistante.

Le mouvement des idées a, depuis plusieurs siècles, été si fort, qu'il ne reste pas de littérature nationale, au sens strict du mot, qui n'ait subi des influences étrangères, qui ont modifié le sens même de cette tradition nationale. Cependant certains pays, tel le Vietnam, en but aux envahisseurs de tous les bords, ont cultivé expressément tout ce qui pouvait relever d'une littérature nationale. Sans se fermer aux influences étrangères — en particulier en poésie le vers s'est enrichi de nouvelles formes — la tradition littéraire vietnamienne s'est vu confirmée : par l'affirmation d'une volonté de vivre elle est une arme contre les tentatives de démantèlement du pays.

Seulement, imaginons que la France soit envahie. Si une littérature nationale était rétablie, elle ne pourrait être qu'une littérature nationaliste, car la nation française n'est pas propriété du peuple français, mais propriété d'une minorité qui détient non seulement le pouvoir d'Etat, mais aussi le pouvoir économique. La nation n'a plus de signification révolutionnaire dans un pays comme la France, et la littérature nationale, conçue comme homogénéisation du pays, recouvre une volonté conservatrice.

Un art populaire

Le Vietnam est en guerre depuis si longtemps qu'il n'y a pas d'œuvre qui n'y fasse allusion, de près ou de loin. La tradition nationale accorde une large place à la poésie, et c'est la forme que nous connaissons le mieux (une « Anthologie de la poésie vietnamienne » est parue récemment). Depuis quelques années cependant nous parvenons quelques romans et récits.

Poèmes, récits et contes circulent du Nord au Sud et

du Sud au Nord selon les aléas des batailles et du courrier ; ceux qui subsistent et nous sont traduits ne sont donc pas forcément les plus beaux, au sens occidental du mot, mais ceux qui sont les plus fidèles miroirs de la réalité et des préoccupations. Nous aurions tort dans ces conditions de porter un jugement définitif sur la littérature vietnamienne, et surtout de la juger selon les critères appliqués à notre propre littérature.

Sous les formes orale, chantée ou écrite la littérature est un art populaire au Vietnam, et la population en est justement exigeante. Il ne suffit pas d'être contre l'agression américaine et pour la réunification pour « passer ». Il arrive l'histoire suivante : « Pendant que Tu Don et Tim prenaient leur repas, un soldat s'approcha du monocorde suspendu au

Ni réalisme socialiste, ni angosises métaphysiques

Nulle part on n'est plongé dans les gouffres ou les méandres de l'âme et de la mémoire. Des « l'aimerai-je, l'ai-je aimé, est-ce que je l'aime », il n'est non plus pas question. Les sentiments sont évidents, comme il est évident qu'ils constituent la trame de toute la vie, avec le travail des champs, le retour de la marée, les arbres et leurs fruits et la guerre.

La littérature vietnamienne est réaliste et optimiste. On frémit à la lecture des « œuvres » soviétiques d'une certaine époque, de l'actuelle production albanaise, et parfois chinoise, que recouvrent ces deux mots. Lorsque par une écriture volontariste on démontre que le socialisme c'est ce qu'il y a de mieux, et que

et de la lutte quotidienne. « Hon Dat » roman de Anh Duc, qui a reçu le Prix Nguyen Dinh Chieu de Littérature et d'Art du Sud Vietnam, en est l'exemple : dans un village arrivent des soldats fantoches, qui veulent anéantir dix-huit vietcongs. Ces derniers se replient dans une grotte où ils résistent pendant plus de dix jours jusqu'à ce que les fantoches décrochent, découragés par les désertions et les rébellions dans leurs rangs, la lutte politique des habitants du village, et le courage des guerrilleros.

Sur ce thème l'épopée glorieuse et ennuyeuse est possible. Le côté héroïque des personnages est en définitive largement compensé par la tendresse qu'ils éprouvent vis-à-vis des êtres et des choses, ce qui leur enlève leur aspect premier de mécanique combattant pour la révolution. On se demande si la traduction ne fait pas défaut, car il suffirait parfois de l'inversion de quelques mots pour obtenir des effets différents, non sur le fond, mais quant à la perception qu'en a le lecteur.

Des hommes enracinés

Homme ou femme, enfant ou vieillard chacun a son histoire. C'est un peuple qui combat, mais nul n'est noyé dans la masse. Un combattant vient d'être tué : « Terrassé par la douleur, Ngan garda un silence consterné. L'ennemi continuait à tirer par le trou que Dat venait de creuser dans le mur. Au milieu du vacarme, il semblait entendre la voix du mort qui lui disait :

— Je n'aime rien tant que les papayes assaisonnées de crevettes. Chaque fois que je rentre la voir, grand-maman m'en donne à manger à satiété ».

Nous qui avons peur de faire du sentiment, et séparons soigneusement la politique du reste, demeurons confondus. L'affectivité est déterminante dans l'engagement politique.

Le sentiment tragique transparaît parfois brièvement, avec pudeur. Une femme est séparée de son mari depuis sept ans, chose commune. Elle ne se morfond pas pour autant, elle s'est insérée dans la lutte. Un jour sa mère dit : « Dix ans ou plus, tu peux attendre ton mari, j'ai seulement peur qu'ils ne soient devenus vieux tous les deux quand ils se retrouve-



A.F.P.

mur. Il gratta la corde qui émit un son mélodieux.

— Quel bon son !

Le vieux musicien continua à manger en silence. Mais, ses yeux morts se tournèrent vers l'instrument encore vibrant. Il dit d'une voix sévère :

— Jouez si vous savez le faire. Mais ne vous amusez pas à taquiner ainsi la corde ! »

hors de lui pas de salut on produit des horreurs.

Le poète Che Lan Vieu disait que les écrivains vietnamiens sont « forts de l'optimisme de ceux qui combattent dans le présent, convaincus que tout en définitive sera résolu par les mains, le cerveau et le cœur de l'homme ».

Il est vrai que tout récit est composé des faits quotidiens



A.F.P.

ront ». Mais on ne s'attarde ni à pleurer, ni à se complaire dans le tragique : ce serait la démobilisation et une trop belle victoire pour l'ennemi.

Le temps de vivre

Ayant le sentiment de sa propre histoire, le combattant vietnamien a aussi celle de son pays. La nation n'est pas un mot abstrait. La lutte a pour but la réunification et le socialisme, mais parce que ce pays est aimé et parce que le socialisme est la seule forme qui permette des rapports sociaux et inter-individuels heureux :

Malgré les luttes incessantes, il existe le temps de boire

une tasse de thé, de cuire un canard. Un homme se réveille, fume une cigarette en regardant la mer, part pêcher le poisson laissé par la marée et découvre alors le cadavre d'un soldat.

Les héros de la littérature vietnamienne poursuivent un but, attitude inconnue la plupart du temps des héros de la littérature occidentale qui sont « en attente » d'un but ; ou « à la recherche » d'un but à leur existence.

Pour le héros vietnamien le temps et la durée sont alors des instruments dont il utilise les moindres parties et les moindres contradictions.

Récits et poèmes nous en persuadent : les combattants vietnamiens connaissent une plénitude sans laquelle la résignation face aux envahisseurs se serait installée depuis longtemps. La littérature étant la retranscription de la réalité, passée par le moule de l'idéologie dominante, on peut en déduire que la lutte de libération au Vietnam est justifiée par le nouveau type de rapports de production et de rapports sociaux qu'elle engendre. Explication qui n'est pas destinée seulement aux lectures étrangères, mais qui est avant tout l'émanation d'une conscience collective.

Reste ce que certains appellent « le problème du beau ». Disons qu'il n'y a pas de beau absolu. Une œuvre d'art est évidemment le fruit d'une tradition, et elle est perçue comme belle par des individus ou des civilisations dans un temps donné. Une œuvre peut correspondre à un des sommets de la création artistique à une époque donnée et ne plus nous être sensible.

A travers une civilisation différente, un mode de vie et de pensée différents des nôtres, la littérature vietnamienne atteint. C'est que faisant la part du rêve et de la réalité, elle permet à des hommes de s'y refléter, et sans trop de leçons ni de mièvrerie (« pas d'endoctrinement aride, mais pas de roucoulaudes non plus ») elle leur donne d'eux-mêmes une dynamique qui les force — qui nous force — à avancer.

vous ? Aucun. Dans le meilleur des cas, un autre sera choisi d'en haut pour le remplacer. Vous n'aurez jamais à dire un mot à ce sujet. La deuxième demande du syndicat est l'élection des officiers par les hommes de troupe. Qu'on ait un petit contrôle sur ceux qui auront un contrôle absolu sur nous.

L'égalité raciale est la politique officielle du gouvernement. C'est la politique officielle de l'armée. Mais est-ce que les noirs arrivent à être promus aussi vite que les blancs ? Est-ce que les noirs se voient attribuer les bonnes places à l'Armée ? Pouvez-vous en toute honnêteté regarder autour de vous et prétendre qu'il y a une égalité raciale complète ? C'est la troisième demande du syndicat. N'importe quoi en moins constitue une grossière injustice.

Pensez-vous qu'un procès civil où vous êtes jugé par vos pairs est juste ? Si oui, comment pouvez-vous justifier une Cour martiale, où vous, l'accusé E M, êtes jugé par un

droits des citoyens, la sixième demande du syndicat est le droit de libre association politique. Nous avons notre idée là-dessus.

Comme citoyens, nous avons le droit de nous organiser pour défendre nos intérêts. La machine militaire doit reconnaître ce droit. La septième demande du syndicat est le droit d'accord collectif. C'est le droit élémentaire de n'importe quel syndicat, nous y avons droit au même titre. E M Unité, rejoignez l'A.S.U. dès aujourd'hui !

En ce moment la machine militaire est en train de faire une guerre illégale, inavouée au Vietnam. Nous, à qui on demande de faire cette guerre, n'avons jamais été appelés à nous prononcer là-dessus. Il est notoire que la grande majorité du peuple américain est opposée à cette guerre, mais qu'il n'a pas de moyen légal de l'arrêter. La huitième demande du syndicat est le droit de désobéir aux ordres illégaux — comme ceux d'aller au Vietnam et d'y faire une guerre illégale. Il est ab-

La guerre du Vietnam et l'armée américaine

La durée de la guerre et les horreurs commises font que tout acte d'indiscipline des soldats est accueilli de façon de plus en plus favorable par la population.

Des refus individuels de participer à cette guerre, dans les années 1965-1966, on en est arrivé à un mouvement de masse à l'intérieur même de l'armée, éditant ses propres journaux (The Bond, Act...), qui prend le relais des mouvements petits-bourgeois pacifistes ou libéraux dans la lutte contre la guerre.

Base après base, des groupes se forment à l'occasion d'actions spontanées la plupart du temps non politiques au sens traditionnel du terme. Nous publions ci-dessous la traduction du bulletin d'une section du syndicat des hommes de troupe (American Servicemen's Union) résumant les principales revendications des soldats. Pour l'essentiel, des revendications de contrôle...

« Rejoignez l'American Servicemen's Union ! »

Qu'est-ce que l'American Servicemen's Union ? L'A.S.U. est simplement une tentative pour donner au G.I. voix au chapitre dans les affaires le concernant, en organisant les G.I.'s eux-mêmes afin de s'exprimer d'une seule voix sur les injustices malheureusement si fréquentes au sein de la machine militaire. Le syndicat demande 8 points fondamentaux pour commencer. Nous allons les analyser l'un après l'autre.

La machine militaire sélectionne comme elle l'entend ceux qui seront vos chefs militaires appointés. Avant même que ces hommes aient seulement prouvé à n'importe qui leur valeur, on vous enjoint de leur donner les mêmes marques de respect qu'à un général. Ce serait une forme de salutation. Saluez-vous E M ? Saluez-vous N C Os ? Saluez-

vous vos amis ? La réponse à la dernière question est bien sûr affirmative. Parce que vous respectez votre ami. A vos yeux, il vaut quelque chose. Il n'a que faire de signe de soumission universellement reconnu comme tel, il n'a pas besoin de salut militaire. Il ne se pousse pas du col. En conséquence la première demande de l'A.S.U. est la suppression du salut et des marques de respect aux officiers. L'homme qui arbitrairement vous dit ce que vous devez faire sans que personne n'ait à y gagner que lui, n'est pas votre ami. Il est votre supérieur choisi, mais non choisi par vous. Cette personne anonyme est chair et sang comme vous. Finissons-en avec le respect sur commande.

Un officier est choisi par ses pairs, pas par vous. Il vous est attribué pour favoriser ou briser votre carrière militaire. Supposez qu'il soit justement parfaitement compétent. Quel recours avez-



A.F.P.

jury d'officiers ? La quatrième demande du syndicat est le contrôle des hommes de troupes sur les Cours martiales. Un jugement par des pairs et un jugement par des supérieurs peuvent-ils être également justes ?

Un salaire minimum fédéral est le privilège du citoyen. Il est garanti à n'importe qui engagé dans une activité intérieure. Vous êtes enlevé à votre situation et engagé dans une activité inter-continentale. La cinquième demande du syndicat est le salaire minimum fédéral. Nous avons droit au même salaire que les autres employés du gouvernement fédéral.

Un des droits les plus fondamentaux d'un citoyen américain est celui d'exprimer ses opinions politiques personnelles en toute liberté. En tant que citoyens, et comme citoyens appelés à défendre les

seulement évident que le seul moyen véritablement efficace pour mettre fin à la guerre est que le G.I. lui-même refuse de faire leur guerre.

Ce sont les demandes syndicales de base. Les griefs des G.I.'s sont loin de s'arrêter là. Nous vous appelons de façon pressante à nous rejoindre pour discuter de ces revendications et réfléchir aux autres moyens par lesquels les G.I.'s unis peuvent lutter pour leurs droits. Ecrivez à Andy Stapp, président provisoire, A.S.U., Room 633, 156 Fifth Avenue, New York City 10010 pour l'information syndicale. La cotisation de membre est seulement d'un dollar et vous recevrez The Bond, un autre journal écrit par et pour les G.I.'s.

• Traduit de « The Baumholder Gig Sheet », Vol. 1, N° 1, ASU Local 034).

An XX de la Révolution

Jean-François Herrmann

La République Populaire de Chine vient de fêter son vingtième anniversaire. Ces vingt années constituent un laps de temps suffisant pour que nous tentions de dresser un bilan économique de la révolution chinoise. Toutefois, avant d'énoncer statistiques ou conclusions, il importe de faire acte d'humilité ; Pékin ne fournissant plus aucun chiffre depuis 1960, force est donc de se fonder sur des estimations et de recouper celles-ci, dans la mesure du possible, avec les déclarations des dirigeants et les indications données par la presse chinoise.

L'économie chinoise comporte quatre périodes bien distinctes :

1949-1952 : C'est la phase de réorganisation d'un pays ravagé par la guerre civile et l'agression japonaise. Ces deux guerres, dont la première a duré plus d'un quart de siècle, ont fait, selon Chou En-lai, cent millions de victimes.

1953-1957 : La consolidation du pouvoir politique du nouveau régime et la remise en ordre du pays permettent de lancer un premier plan quinquennal fortement influencé par l'exemple et les méthodes soviétiques. La Chine s'engage dans un gigantesque effort d'industrialisation accélérée, avec une priorité marquée pour l'industrie lourde. Les terres morcelées lors de l'élimination des propriétaires fonciers sont regroupées en coopératives de production. Ce premier plan obtient des résultats spectaculaires tant dans le domaine agricole que dans le domaine industriel.

1958-1962 : Le second plan est remplacé par le Grand Bond en avant ; cette expérience s'achève par un demi-échec. La course frénétique à l'élévation du niveau des productions se traduit par une baisse sensible de la qualité. En particulier, l'acier produit dans les mini-hauts fourneaux des Communes Populaires se révèle fréquemment inutilisable. Sur le plan

agricole, les résultats ne sont pas meilleurs. De mauvaises conditions climatiques et le retrait brusqué des techniciens soviétiques s'ajoutent à la désorganisation des structures rurales pour provoquer des récoltes catastrophiques en 1960 et 1961.

Depuis 1962, la Chine a réparé les erreurs commises et repris sa marche en avant, mais près de cinq années ont été ainsi perdues.



La Révolution Culturelle et le Neuvième Congrès du P.C.C. visaient à obtenir du peuple chinois une nouvelle mobilisation idéologique en vue peut-être d'un nouveau Grand Bond en avant.

La population qui compte aujourd'hui environ huit cents millions d'hommes est une population jeune — les moins de quinze ans représentent plus de quarante pour cent de la totalité — et une population essentiellement rurale : les paysans constituent environ

quatre-vingt-cinq pour cent de l'ensemble.

Après le demi-échec du Grand Bond en avant, la Chine travaille jusqu'en 1965 sans avoir recours à la planification. Des objectifs sont cependant discernables, il s'agit :

- de satisfaire des besoins essentiels,
- de réorienter les échanges extérieurs,

— d'acquérir une plus grande autonomie économique.

Le produit intérieur net est passé selon des estimations effectuées à partir de sources chinoises de 155,9 milliards de yuans à 107,4 milliards de yuans en 1963 et 126,2 milliards de yuans en 1965. Ces chiffres qui ne prétendent pas à la parfaite exactitude sont cependant intéressants parce qu'ils traduisent bien les vicissitudes de l'économie chinoise durant ces douze années. Toutefois, il est certain que les services

officiels chinois ont considérablement gonflé le chiffre de 1960 à la suite des statistiques aberrantes fournies, les années antérieures, par les Communes Populaires. L'économiste Lin Ti, tout en donnant des chiffres nettement moins élevés, fournit une courbe de santé économique de la Chine parallèle à celle fournie par Pékin.

La production agricole

L'agriculture demeure la base de l'économie chinoise. Sa production atteint le deuxième rang mondial, après celle des Etats-Unis ; mais devant nourrir le quart de l'humanité, la production par tête n'en reste pas moins faible. La mécanisation et la consommation d'engrais, tout en étant en progression constante, sont encore insuffisantes. Le tracteur laboure 1.200 à 1.400 hectares en Chine alors qu'il n'en laboure que 90 en U.R.S.S., 40 aux U.S.A. et 21 en Europe Occidentale. La consommation d'engrais à l'hectare est avec 6 à 7 kg vingt fois inférieure à celle de l'Europe Occidentale.

La production céréalière demeure toujours le meilleur baromètre du niveau de vie du Chinois. Selon les estimations faites à partir de sources officielles, la production serait passée de 99 millions de tonnes en 1949, à 144 millions de tonnes en 1954, 200 millions de tonnes en 1958, 150 millions de tonnes en 1960 et 200 millions de tonnes en 1964. Les années 1960 et 1961 marquent une chute brutale et importante de la production agricole par rapport à 1958. Pour une part, cet échec résulte de mauvaises conditions climatiques, alors que 1958 avait été sur ce plan une année exceptionnelle. Durant ces « années noires », la Chine n'a pas connu la famine mais un rationnement sévère a été instauré. La récolte de 1961 fut, aux dires de Chou En-lai, la plus catastrophique depuis le XIX^e siècle. La sécheresse en Chine du Nord, les inondations en Mandchourie Centrale,

le passage de onze typhons et les graves erreurs du Grand Bond en avant expliquent ce désastre.

Etant donné la pression démographique et la difficulté à accroître les rendements, Pékin se trouve condamné pour de très longues années encore à symboliser un communisme austère et végétarien. Austérité parce que le gâteau doit être partagé entre de multiples convives ; végétarien parce que la rentabilité de l'élevage est inférieure à celle de l'agriculture. La civilisation chinoise a d'ailleurs toujours été une civilisation du végétal.

Pour parer au plus pressé, le gouvernement, dès 1960, accorda une priorité absolue à l'agriculture au détriment de l'industrie légère. Le mouvement socialiste dans les campagnes a été intensifié et durant la Révolution Culturelle, les « paysans pauvres » furent mobilisés contre l'économisme qui visait à accroître la part de la production distribuée aux paysans et à réduire par voie de conséquence les ventes à l'Etat et l'accumulation collective. Le village, baptisé brigade de production, demeure l'unité économique de base à la campagne. La Commune Populaire a perdu ce rôle lors de la remise en ordre durant les « années noires ».

Malgré les grands travaux d'irrigation entrepris et la domestication des fleuves, la dernière décennie se solde par une stagnation du volume de la production, ce qui signifie un recul de la production par tête.

La production industrielle

Le Grand Bond en avant donna un coup de fouet au développement de l'industrie lourde au détriment souvent de la qualité. L'agriculture en difficulté, ne pouvant absorber ce supplément de production, il fut décidé en 1961 de réduire l'activité de cette branche, de supprimer les entreprises fonctionnant à perte et de mettre fin à l'exode des ruraux vers les villes. Les liens agriculture - industrie furent resserrés ; la production du secteur secondaire fut alors délibérément orientée vers le petit équipement, les tracteurs et les engrais. Par ailleurs, le pays développait la branche de la pétrochimie et des carburants et se préparait à la fabrication de l'armement nucléaire.

La récession industrielle fut moins longue et moins grave que celle qui frappa l'agriculture, surtout si l'on veut bien tenir compte

de la qualité médiocre de la production record de 1960. La production industrielle et artisanale est passée selon les déclarations officielles de l'indice 100 en 1956 à l'indice 332 en 1960. Après être tombée à l'indice 184 en 1963, la production est remontée à l'indice 235 en 1965.

Certaines branches industrielles ont connu un essor remarquable durant ces vingt années : la production de charbon a été multipliée par 4, celle du pétrole par 20, celle de l'acier par 12 et celle des engrais chimiques par 65.

Le commerce international

Jusqu'à la crise dans les relations sino-soviétiques, le commerce extérieur de la Chine suivait le modèle des pays sous-développés : exportations de produits agricoles, de matières premières et de produits de l'industrie légère ; importations de produits d'équipement. L'U.R.S.S. est alors, à la fois, principal client et principal fournisseur.

Après 1960, le commerce extérieur chinois a été réorienté en direction des pays capitalistes. En 1960, Pékin effectuait les deux tiers de ses échanges avec les pays communistes et un tiers avec les pays capitalistes. En 1965, cette proportion était exactement inversée. La part de la France dans le commerce chinois est extrêmement modeste : elle représentait 1,1 % en 1965 et 1,5 % en 1966.

L'évolution la plus notable dans la composition des échanges concerne les importations de produits agricoles et particulièrement celle de produits alimentaires. Toutefois, les exportations de ces mêmes matières sont également en progression constante depuis 1962, sans que le niveau de 1959 soit cependant retrouvé. Ainsi, la Chine exporte du riz et importe du blé dont les cours sur le marché mondial sont inférieurs au prix de revient ! Il est à prévoir que les exigences du troisième plan quinquennal amèneront un accroissement important, de l'achat de machines, d'engrais et de produits de base pour l'industrie.

Etant donné le nombre de ses fournisseurs et de ses acheteurs, la Chine a réussi à conquérir son indépendance économique. En 1965, Pékin s'est libéré de toutes ses dettes vis-à-vis de l'Union soviétique. Grâce à une gestion rigoureuse de ses échanges internationaux, la Chine s'est constituée des réserves d'or et de devises non négligeables, malgré les ponctions opérées durant les « années noires ».

Le troisième plan quinquennal

Ce plan demeure très mystérieux. Anoncé en termes généraux par Chou En-lai en 1964, on ne sait toujours pas si ce plan fixe seulement les grandes options ou s'il s'agit d'un document très élaboré indiquant les objectifs à atteindre et les moyens d'y parvenir.

Cependant, on peut prévoir que les équilibres fondamentaux seront respectés ; le développement sera fonction de la capacité d'absorption de l'agriculture. Le « numerus clausus » imposé à la population urbaine implique des progrès de

productivité et un effort d'innovation technique. La presse chinoise ne se lasse pas de demander à chacun des efforts d'imagination.

La République Populaire de Chine, qui a su se créer, dès les premières années, les conditions fondamentales de sa croissance, devrait, maintenant que la situation politique est redevenue plus calme, connaître une nouvelle période d'expansion accélérée. D'ailleurs, le nombre sans cesse croissant de cadres, de techniciens et d'ingénieurs devrait accélérer le processus de développement, malgré un effort militaire très important et peut-être encore accru depuis la « Grande Révolution Culturelle Proletarienne ». □

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h).

EDITIONS DU SEUIL

— LES COMMUNISTES FRANÇAIS, d'Annie Kriegel	7,50 F
— DEVELOPPEMENT ET SOCIALISME, de René Dumont	24,00 F
— LE JAPON - 3 ^e GRAND », de Robert Guillaud	24,00 F
— HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES, de François Fetjo	
Tome I - L'Ere de Staline	30,00 F
Tome II - Après Staline	36,00 F
— HO CHI MINH, de Jean Lacouture	6,00 F

EDITIONS MASPERO

— ROSA LUXEMBURG, Œuvres	
Tome I	6,15 F
Tome II	6,15 F
— SUR LE FASCISME, de Daniel Guérin	
Tome I, la Peste brune	6,45 F
Tome II, Fascisme et grand capital	6,15 F
— LA REPONSE SOCIALISTE AU DEFI AMERICAIN, de Ernest Mandel	8,90 F

EDITIONS ANTHROPOS

— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, N. Boukharine ..	15,00 F
— LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, N. Boukharine ..	20,00 F
— MARX ET ENGELS, D. Riazanov (conférence faite au cours de marxisme à l'Académie socialiste en 1922)	15,00 F

EDITIONS OUVRIERES

— LES ROUAGES DE L'ECONOMIE, J.-M. Albertini	11,40 F
— LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, Jean-Luc Bodiguel	26,00 F
— HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS, Jean Bron	
Tome I, le Droit à l'existence	18,00 F
Tome II, en préparation	
— CONNAISSANCE DE L'ENTREPRISE, Maurice Clquet	9,00 F

CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

— LES PROBLEMES DE LA PLANIFICATION SOCIALISTE, Tables rondes avec J.-M. Vincent, Ernest Mandel, M. Bridier, Y. Craipeau, P. Naville	12,00 F
--	---------



**LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° C.C.P. 58 26 65**

Nouvelle coalition

Hans Dossmann

Les Allemands de l'Ouest se sont rendus aux urnes en rangs serrés. 32.700.000 suffrages exprimés pour 38.600.000 inscrits et 86,8 % de participation, voilà des chiffres éloquentes. On connaît les résultats. Les chrétiens démocrates obtiennent 242 sièges et en perdent ainsi 3, les sociaux démocrates s'en voient reconnaître 224 et en gagnent donc 22. En perdant 19 sièges, les libéraux n'en conservent que 30. Ni le NPD néo-nazi, ni l'ADF (communistes et alliés) n'atteignent le minimum requis (5 %) pour accéder au Parlement.

On doit reconnaître, en effet, que dans l'ensemble, l'électorat n'a pas prêté grande attention au boniment d'Adolf von Thadden qui, de ce fait, pourrait nous débarrasser définitivement de sa personne si ce n'est de son épidémie. Il est toujours réjouissant de voir les nostalgiques des « longs couteaux » se contenter de courtes fourchettes. Est-ce à dire que les forces réactionnaires ont reçu un coup décisif ? On voudrait pouvoir l'affirmer mais on ne peut perdre de vue que l'Union chrétienne démocrate avait mené une campagne très à droite et, que de ce fait, les instincts réactionnaires se sont trouvés mobilisés par le programme du puissant parti qu'est la CDU-CSU. Si l'on mesure sa vocation démocratique aux invectives d'un Strauss ou aux déclarations d'un von Hassel on n'a pas lieu d'être rassuré.

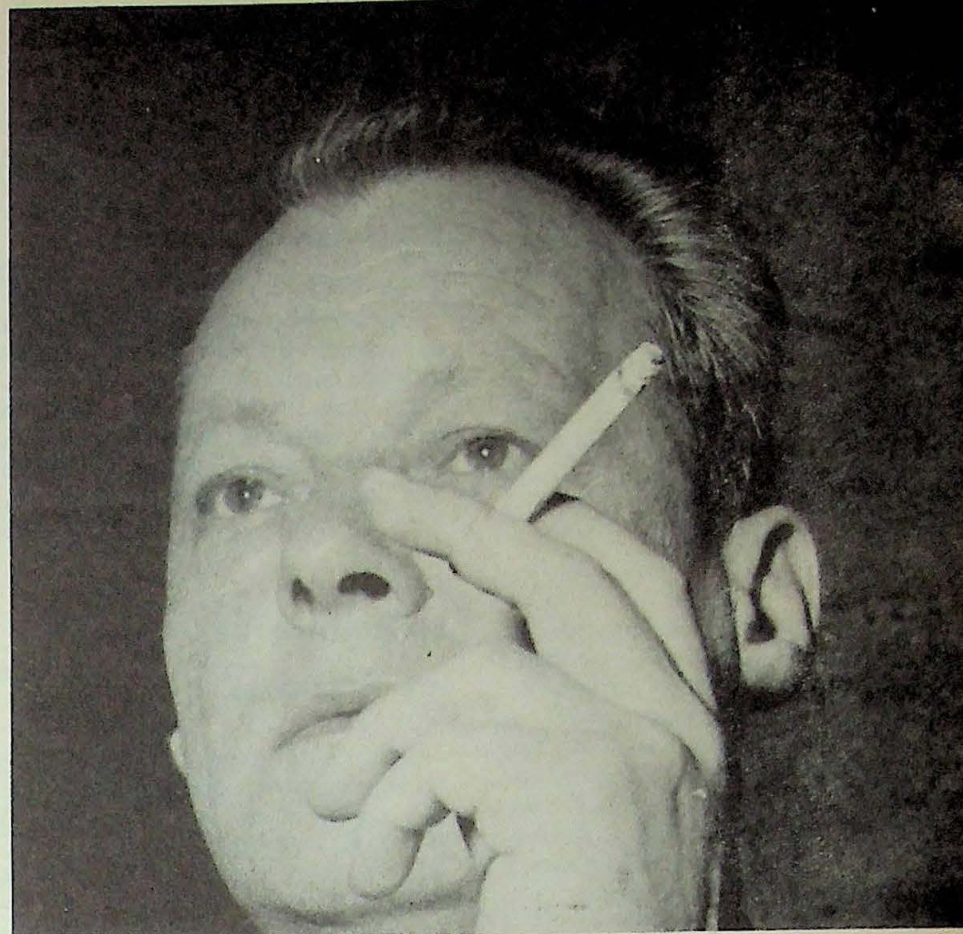
De par le fait même du rang et de la place qu'il occupe dans la réalité allemande, de par son audience dans l'opinion, et bien sûr, de par ses conceptions et son style résolument autoritaires, le parti de Kiesinger reste le principal bastion des banques et de la haute finance, l'instrument de l'armée et des préposés au maintien de l'ordre bourgeois — voire par la force — en RFA.

Du changement ?

La social-démocratie, si l'on en juge par la mine souriante de Brandt, serait en train de savourer sa vengeance. Les choses n'allaient plus du tout entre partenaires de la grande coalition. Le ministre des Affaires étrangères ne se plaignait-il pas dernièrement de

voir ses tâches réduites par la chancellerie aux dimensions de celles d'un vulgaire conseiller d'ambassade ? Outre les attaques contre les personnes et les arguments fallacieux décochés en général de droite à gauche durant la campagne, les programmes des deux partis, à ce jour éloignés autant l'un de l'autre du socialisme, sont quand même assez divergents. Aussi on imagine mal des raccords dans le cadre d'une nouvelle coalition. Les observateurs se sont déjà posé la question de savoir comment la SPD, qui avait infléchi sur la gauche sa campagne, pourrait-elle bien gouverner avec un partenaire qui répond toujours « non ». Non à l'ouverture à l'Est, non à l'abandon de la doctrine Hallstein, non à la reconnaissance de l'Allemagne de l'Est, non à la ligne Oder-Neisse en tant que limitation orientale, non au désarmement, non au traité de renonciation nucléaire, non à la réévaluation, non à la cogestion que l'on devrait plutôt traduire par « participation ». Ce serait tout au plus un mariage contre nature et à la petite semaine. Vaisselle cassée le vendredi et orchidées le lundi. Une association CDU/CSU/FDP n'est guère plus vraisemblable, si arithmétiquement ce serait le rêve. 252 voix c'est plus qu'il n'en faut pour faire régner le silence dans l'hémicycle. Mais quand la délégation libérale louerait sa place dans le train de Berlin - Moscou, Kiesinger réserverait dans le super-jet de Washington. Il n'y a que sur la participation (Mitbestimmung) qu'ils pourraient s'entendre, et encore, sur la manière de la réprouver. Politiquement ce serait chiens et chats. Il existe une troisième hypothèse qui a de plus en plus de chances de se concrétiser : c'est la formation d'une petite coalition SPD-FDP. Les libéraux, grands perdants de ces élections, dont Wehner (Bureau national SPD, ancien communiste), sont partagés entre une aile bourgeoise de négociants, d'industriels et d'hommes d'affaires, et une aile à velléités progressistes.

Pour l'heure, c'est cette dernière qui a le vent en poupe. D'où l'orientation inopinée de sa campagne et son flirt avec la gauche. Sans trop de risques d'écartèlement, la FDP, donc, pourrait s'entendre, surtout en politique étrangère, avec les pilotes prudents de la social-démocratie. Si les pourparlers décidés le 30 septembre



Agip

et conclus depuis aboutissent normalement, à la formation d'un gouvernement, la faiblesse viendra de l'étroitesse de la majorité. 12 voix c'est peu ; presque l'égalité, le statu quo, la balance. Pour peu que quelques députés de cette majorité s'enrhument par contagion, le plateau pencherait du mauvais côté. En outre, il n'est pas pire opposant que la droite, soutenue et excitée par les banques et les monopoles, lorsqu'elle est servée de gouverner.

Vers une nouvelle polarisation des forces

Pour le moment, le désarroi semble régner dans les rangs de la démocratie chrétienne, mais il est inévitable qu'elle se ressaisisse dans un avenir assez rapproché et utilise toutes les occasions pour susciter une crise au sein de la nouvelle coalition gouvernementale. Pour cela, les thèmes d'attaque ne lui manqueront pas tant en politique intérieure qu'en politique extérieure. En politique intérieure, Brandt et son équipe seront confrontés au mouvement de hausse des prix (qui s'accélère depuis le mois d'octobre), à la spéculation monétaire internationale, au regain de la combativité ouvrière. Selon toute vraisemblance, ils essaieront de ménager la chèvre et le chou, d'un côté, le grand capital national et international, de l'autre les classes moyennes indépendantes (commerce, paysannerie, etc.) sans chercher à s'appuyer sur les travailleurs. En politique extérieure, le conformisme atlantique de la social-démocratie la rendra vulnérable

aux attaques anticommunistes de la droite allemande et on ne voit pas les succès spectaculaires et rapides que le futur ministre des Affaires étrangères Scheel (C.F.D.P.) pourra remporter dans le « dialogue » avec les pays d'Europe de l'Est.

Aussi peut-on s'attendre à un regroupement autoritaire et conservateur autour de la C.D.U., ralliant les libéraux de droite, les néo-nazis déçus et tous ceux qu'effraye l'avenir incertain de l'Europe. Face à ce danger, les forces de l'opposition extra-parlementaire (A.P.O.), de la gauche syndicale et socialiste, des ouvriers en colère peuvent paraître faibles, dispersées. Elles sont pourtant les seules à représenter socialement le véritable antidote aux partisans de la « démocratie musclée » chère à F.J. Strauss. Les coups de l'adversaire se chargeront certainement de leur rappeler.

Courrier des Entreprises

Le courrier des Entreprises est paru.

Avec au sommaire, notamment le compte rendu du stage national entreprise de juillet.

Il sera distribué aux abonnés seulement.

Les militants du P.S.U., et tout particulièrement les sections et groupes d'entreprise, doivent s'abonner eux-mêmes pour le recevoir.

6 F pour 6 numéros à adresser à « T.S. », 54, boulevard Garibaldi. Prix du numéro : 1 F.

A sauvage, sauvage et demi

Louis Henry

Les carnets de commande sont pleins. Comme l'a écrit un collaborateur du « Figaro », « le moulin allemand tourne de plus en plus rond », surtout si l'on envisage les 800.000 emplois à pourvoir pour 110.000 chômeurs, sans parler de l'afflux des 50.000 travailleurs étrangers qui viennent grossir chaque mois l'effectif des émigrés estimé à 1,5 million. De là à croire que l'Allemagne fédérale est un pays de cocagne, le second du genre après les Etats-Unis... Mais dans ces conditions, comment expliquer l'attitude de ces 20.000 mineurs sarrois bientôt imités dans leur résolution de stopper le travail par leurs 12.000 camarades du Konzern Hoesch de Dortmund, par les 10.000 autres métallurgistes de Klöckner-Brême et Osnabrück, les 8.500 ouvriers des Aciéries Max-Hütte de Bavière, imités par ceux des Aciéries de Rhénanie (Essen), du trust Friedrich Guillaume (Mühlheim), de Mannesmann-Düsseldorf, comme par ceux de toutes les entreprises du charbon et de l'acier, qu'ils aient à respirer la poussière à Gelsenkirchen, à Hambourg, à Kiel, à Sarrebrück ou ailleurs ? En tout cas, cette action spontanée de masse aura au moins eu un mérite : elle a révélé à quel point ministres de la coalition, délégués syndicaux et journalistes pouvaient s'entendre sans même se concerter pour taire la nature vraie des malaises sociaux. C'en était même un peu comique. CDU et SPD ont eu très peur de voir compromises leurs tournées électorales et se sont renvoyé la balle. Heck (secrétaire général CDU) accuse Schiller (SPD) d'être à l'origine de cette foutue situation, avec son « action concertée » et les histoires de cogestion de ses amis. La cogestion a ses défauts, à commencer par ce début d'intégration dans le système capitaliste, mais pas les défauts que la CDU/CSU pense. Il a été crié au viol de la

paix sociale. On connaît ce refrain entonné de part et d'autre du Rhin, principalement aux veilles de consultation électorale. Toujours est-il que les délégués syndicaux ont eu beaucoup de mal à reprendre le contact avec leurs troupes — qu'ils avaient perdues comme Soubise — encore que les lampes (de mineurs) ne furent jamais brandies par les chefs mais de tous temps par les troupes. « Des grèves sauvages », a-t-on dit ; reste à savoir de quel côté était la sauvagerie.

Inattendu

Les dirigeants du DGB, à la tête desquels Vetter, envisageaient leur prochain voyage d'études à Moscou, invités par les dirigeants est-européens et conviés à une conférence de la paix grandiose en commémoration du 30^e anniversaire de la déclaration de la guerre. La question était de savoir si l'on passerait ou non par Pankow. Rétablir le contact avec les syndicats des pays des partis frères, tel était le leit-motiv. Les relations avaient été interrompues en août 1968, suite à l'exploit des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Mais pendant ce temps, des soucis plus terre à terre roulaient dans les consciences des mineurs. Pour la galerie et par étourderie, on en a interviewé quelques-uns. Écoutons au hasard : « J'ai 35 ans et je touche 560 DM par mois. Quand j'ai déduit le chauffage, le loyer et l'électricité, il ne me reste plus qu'à mettre mes trois enfants en champs pour qu'ils s'y nourrissent ». Cinq cent soixante marks pour cinq personnes... faites l'opération, même avec le change... Un autre s'adresse à Franz Neumann, son délégué de l'IG Bergbau : « A présent, c'est à nous de t'apostropher car tu nous as trahis » (1). Leur production s'est accrue de près de 20 % en 10 ans, leurs salaires de 3,80 %. Ils voulaient 1.000 DM net en juste paiement de leur vie de chien. Où sont les sauvages ? Ils ont obtenu, en rond, 10 % avec effet rétroactif du 1^{er} septembre si l'on tient compte de leur augmentation de 3,50 DM par équipe, soit d'une amélioration catégorielle de 9,85 à 12,23 DM, en outre les vingt journées de congé de base et une prime d'ancienneté annuelle de 312 DM. Le débrayage massif de la seconde semaine

de septembre s'était révélé payant.

On en a marre !

Le 11 septembre, Vetter (Président du DGB), Brenner (IG Metall) et Arendt (IG Bergbau) avaient pressé Willy Brandt de réunir le présidium du parti SPD pour examiner la situation avant de s'adresser à leurs adhérents. Prudemment, le 23 septembre, le service de presse de la SPD publiait que 1 million 200.000 travailleurs des services publics avaient de justes raisons de revendiquer comme leurs 230.000 camarades de la sidérurgie ou leurs 236.000 autres camarades mineurs. Le climat de travail, les cadences, la hausse des prix et le coût des loyers laissés à la férocité des propriétaires et des intermédiaires étaient les motifs profonds de leur découragement. Mais leur mépris du syndicalisme bureaucratique avait eu valeur d'exemple. Municipalités, postiers, cheminots, ouvriers du cuir, des textiles, du papier, de l'imprimerie, commençaient à soulever les miettes du gâteau. Les explications oiseuses de Kiesinger et de Strauss, sur l'économie de profit, leur fureur, qu'ils dévièrent sur l'extrême gauche n'y suffirent plus. Le ministre de l'Intérieur Benda fut prié par la social-démocratie de réunir les « tarifpartner » (commissions des salaires). Le 27, on apprenait que les pourparlers n'avaient pas encore abouti et qu'ils seraient repris huit jours plus tard, après les élections. Les Transports publics de l'OTV (500.000 cartes),

les employés du DAG qui comme à Hambourg, Brême et Berlin exigent une avance de 300 DM à valoir sur un réajustement calculé sur la base de 15 % et la mise au rancart de la filouterie patronale du samedi comptant comme jour de congé déductible, les 175.000 postiers, les 85.000 cheminots allemands sont patients mais tout a une fin. Jusqu'aux fonctionnaires qui se sont rappelés au bon souvenir de Kiesinger. Dans les charbonnages, la productivité a atteint, en 1968, 3.684 kg à l'équipe ; dans le courant de 1970, l'extraction sera mécanisée à 90 %. Les imprimeurs sont les moins mal payés (6,16 DM), viennent ensuite les mineurs, les métallurgistes, l'industrie et les produits manufacturés (4,80 DM), les textiles et les travailleurs du bois. Le temps moyen de travail d'un ouvrier ouest-allemand est inférieur de 10 % à celui de son camarade français. On reconnaît au premier 10 à 13 jours fériés dans l'année suivant le land. Intéressantes seront à observer les réactions aux décisions du 2 octobre des pourparlers de Wiesbaden où l'on examinera les revendications des représentants des 530.000 ouvriers de la chimie. Les cadres de l'IG Chemie ont même parlé d'une notion sur la socialisation des banques. L'ouvrier allemand commencerait-il à comprendre que la seule formule qui paye en ce monde de profiteurs et de truands, c'est « a sauvage, sauvage et demi » ?

(1) « Die Welt » (obédience gouvernementale n° 211 du 11-9-69, p. 5.

Prague : Annulations en série

A l'école de Staline, beaucoup de gens, qui se disent communistes, avaient appris à falsifier l'histoire, à la récrire en supprimant autant que possible les témoins gênants. Comme il est difficile de supprimer les peuples tchèque et slovaque, le misérable Husak, prisonnier et complice des néo-staliniens ou néo-novotnystes de Prague, annule les résolutions passées de son propre parti. Annulées les résolutions du présidium et d'autres organisations contre l'invasion des Cinq au mois d'août 1968, annulées les prises de position des organismes gouverne-

mentaux, justifiées par contre les déclarations et proclamations mensongères venant de Moscou. Le malheur évidemment, c'est que ces annulations n'annulent pas l'admirable résistance du peuple en août 1968, qu'elles n'annulent pas le mépris ou l'indifférence de la classe ouvrière pour ses gouvernants aujourd'hui. Peut-être faudra-t-il aller jusqu'à faire de nouveaux procès. Décidément, les « réalistes » qui s'inclinent devant le fait accompli ne sont guère capables de comprendre leur propre passé : ils le sont encore moins de préparer l'avenir.

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

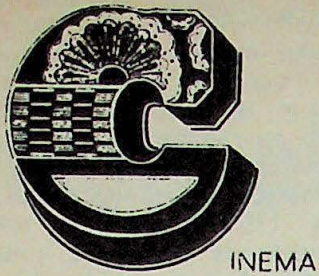
6 mois	22 F
1 an	43 F
Soutien à partir de	80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

rénovation syndicale

Revue Mensuelle

Pour le renouveau du syndicalisme enseignant
En vente à Tribune Socialiste
Numéro triple : 2 F



INEMA

• ADALEN 31 (B. Widerberg)

• QUE LA BÊTE MEURE (C. Chabrol)

• LA SIRÈNE DU MISSISSIPI (F. Truffaut)

Les réalisateurs de ces deux films, François Truffaut et Claude Chabrol sont remarquables par le fait qu'ils voient (et ce depuis plus longtemps pour Truffaut) tous leurs films acceptés — ce qui n'exclut pas les reproches — par pratiquement toute la critique cinématographique.

« Baisers volés », « La femme infidèle » sont des exemples récents d'enthousiasme collectif : des fascistes de « Minute » que parlent (à propos du second) « du meilleur rôle de Bouquet dans le meilleur film de Chabrol » à « l'Humanité » qui vante « la maturité d'un véritable créateur dont la sagesse n'a d'égal que l'humour » en passant par « Le Monde » (« un des meilleurs films de Chabrol »), « Le Figaro » (« un ton d'une extrême justesse, un dialogue aussi naturel que brillant »), etc., (il y aurait beaucoup à dire à ce sujet sur l'absence d'une critique non spéculative, s'attachant à autre chose qu'aux « réalités esthétiques » des films).

On discute parfois, on excuse toujours. « L'échec est de ceux qui inspirent la tendresse comme les dons de Truffaut que nous retrouverons bientôt intacts » (Les Nouvelles Littéraires à propos de « La peau douce »).

Plus intéressant est à ce propos l'article paru dans « Le Nouvel Observateur » sur « Que la bête meure ». C'est la première fois, me semble-t-il, que l'on affirme que le cinéma de Chabrol n'est pas une critique mais une apologie de la société bourgeoise. Mais l'intérêt s'arrête là : non seulement l'article reconnaît une valeur « artistique » au film, mais qui plus est il se fonde à partir d'une problématique qui est la même que l'objet de la critique : l'idéalisme — Mardore, par exemple, croit toujours qu'il se passe réellement quelque chose sur l'écran.

Nous pouvons alors parler d'une véritable « reconnaissance culturelle et idéologique » des films de Truffaut et Chabrol par des Critiques pourtant issus de courants politiques et idéologiques différents ; courants, s'inscrivant au sein de l'idéologie de la classe dominante, entre lesquels existent des contradictions (idéologie fasciste, social démocrate, libérale, intellectualiste, etc.). Si Truffaut et Chabrol arrivent à dépasser ces contradictions, c'est que, à travers leurs films, ils développent des thèmes idéologiques communs à ces différentes contradictions, qu'ils effacent donc ces contradictions, réalisant « l'union sacrée

de la classe dominante » — union qui n'a de sens que par rapport à (c'est-à-dire : contre) la classe dominée (un aspect d'une contradiction ne pouvant exister sans l'autre).

En développant une explication métaphysique des choses et des phénomènes — explication « psychologique » sentimentale qui amène inévitablement à des positions politiques franchement réactionnaires (collaboration de classe dans « Baisers volés » par exemple). En s'acharnant par leur pratique de réalisateurs à fournir la plus parfaite reproduction possible du réel par des acteurs « plus vrais que nature » et une mise en scène « implacable mais invincible ». A ce sujet, lire les éloges et toutes les critiques d'« Aspect de la France » à « l'Humanité » sur M. Bouquet dans « La femme infidèle », J.-P. Léaud dans « Les 400 coups » ou « Baisers volés », J. Yanne dans « Que la bête meure », etc. En travaillant à la production-diffusion d'un cinéma totalement idéaliste, intéressé à la perpétuation du système capitaliste, cinéma, qui plus est, lié aux critères artistiques dominants (faire du « bon » cinéma mais qui soit « commercial »). Bref, en faisant tout cela Chabrol et Truffaut donnent à la bourgeoisie la meilleure (artistiquement et politiquement parlant) image possible de sa conception du monde. Ils œuvrent au renforcement de la dictature idéologique-culturelle de la bourgeoisie. Et s'il est vrai qu'il ne faut pas rejeter toute la culture bourgeoise et que certains de ses aspects, critiqués, peuvent servir d'exemple, tel n'est sûrement pas le cas de ce cinéma. « Plus une œuvre a contenu réactionnaire à la valeur artistique, plus elle est nocive pour le peuple et plus elle est à rejeter » (Mao Tsé Tung).

En 1931, à Adalen (Suède du Nord) il y eut une grève qui paralysa la région. Pour remplacer les grévistes, les patrons firent appel à des jaunes. Les grévistes, pour réagir contre cette provocation, investirent un bateau chargé de bois que les jaunes débarquaient. Une émeute éclata. L'armée intervint : cinq ouvriers tués, cinq blessés. Le retentissement de cet affrontement sanglant fut tel, qu'aux élections suivantes le peuple porta les socialistes au gouvernement. Ils y sont encore. Voilà l'épisode historique qui sert de matière première au film de Bo Widerberg.

Inutile de savoir qui est Widerberg (un artiste « révolutionnaire ») ou de lire ses déclarations pour savoir de quelles intentions ce film se voudrait le reflet. On risque de se laisser prendre au piège du sujet (un moment de la lutte du mouvement ouvrier en Suède) et de croire qu'il sert objectivement les intérêts du mouvement ouvrier actuel. Or un peu d'attention permet de se rendre compte à quel point ce film est dangereux pour le mouvement ouvrier révolutionnaire sur le front de la culture. Il ne parle d'une réalité historique que dans les termes de la bourgeoisie.

1) Le film de Widerberg fonctionne au niveau d'une **reconstitution historique et non d'une analyse matérialiste historique**. Il est fait de notes « justes », de « petites » touches, de détails « bien observés » : réalisme, naturalisme. Il ne manque pas une casquette, pas un seul drapeau rouge. Or un film pour servir le mouvement ouvrier actuel ne doit pas reconstituer le passé, mais le lire. La reconstitution est l'opération d'une pensée fixiste bourgeoise ; l'analyse est l'action d'une pensée dialectique marxiste. La classe ouvrière a, dans le matérialisme historique, une science de l'histoire. Tout film, tout écrit sur une réalité historique qui ne met pas en jeu, sous une forme ou sous une autre, les éléments de cette science, ne fait que servir les intérêts idéologiques, politiques et économiques de la bourgeoisie.

2) Ce qui suit vérifie ce qui précède : les rapports sociaux (historiques) sont déportés sur le plan des rapports inter-subjectifs (psychologiques). Ces rapports psychologiques certes existent, sont bien réels, mais ils ne sont pas historiquement déterminants. Or,

dans ce film les sentiments sont plus déterminants que les intérêts de classe. On nous fait assister aux affrontements de deux classes mais à travers les péripéties malheureuses de quelques individus.

Personnalisée, la lutte devient **dramatique**, spectaculaire, pathétique. Le fils du dockeur est amoureux de la fille du patron ; l'ami du fils (dont on nous fit « voyeurs » de son éducation sexuelle) est tué dans la fusillade ; le père périt de même. Comme l'auteur a du talent c'est encore plus ignoble : le ton distant et contenu permet aux plus malins de goûter ce mélo.

Ces quelques remarques posent des problèmes théoriques qui, dans le cadre de ce court article, ne peuvent pas être exposés mais seulement indiqués, montrés du doigt. Il s'agit de savoir pourquoi et comment très précisément ce film (comme beaucoup de films qui prennent pour sujet un événement social ou politique) trahit ceux qu'il voudrait servir. Car aux spectateurs bourgeois il offre un spectacle rassurant ; de la lutte des classes (rassurant parce qu'on est sur un terrain connu : le tragique ou tout au moins le drama). Aux spectateurs ouvriers il ne fournit aucune arme idéologique pour lutter contre les représentations de la classe qui les exploitent.

Jean Morel

A lire

Au sommaire de la revue CINETHIQUE n° 5, revue théorique de cinéma (2, rue Théophraste Renaudot, Paris-15^e) :
— une définition de la ligne théorique de la revue, par Gérard Leblanc ;

— un texte sur les problèmes que pose la traduction des écrits d'Eisenstein, par Marcelin Pleynet ;

— une présentation de « Méditerranée » (film de J.-D. Pollet), par Philippe Sollers ;

— un essai de définition du rapport cinéma-politique, par Jean-Paul Fargier ;

— un entretien avec Paul Seban sur « son » film : « La C.G.T. en Mai 68 » ;

— des textes théoriques inscrits et dits dans « British Sounds », film de Jean-Luc Godard et Jean-Henri Roger ;

— et d'autres textes ;
Envoi d'un numéro spécimen sur simple demande.

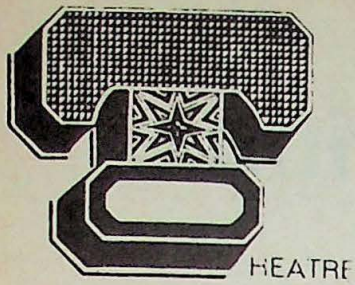
Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
.....
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Gérard Bert



Voici les hommes noirs debout

Sur le plateau du Lucernaire, il n'y a qu'un acteur, Alfred Panou, qui quitte devant nous ses habits d'Européen et remet les vêtements de l'Afrique. Mais, par son geste, par sa voix la race noire dit sa haine à l'autre race, celle qui, depuis des siècles, l'a forcée à vivre dans la terreur et l'abaissement, la race blanche, la nôtre.

Les mots empruntés aux poètes noirs, du vieux et du nouveau monde, sont les pierres qu'il lance avec autant de sûreté qu'il brandit le poignard. Il en a de simples, de presque doux :

« Gentille dame du sud — du
[calme !
Ce n'est qu'un Noir que l'on

pend dans l'ombre de la lune » ;
d'autres qui crépitent dans le feu tournant des deux batteries et l'air assailli, criblé, lapidé, saturé de bruit, devient rythme du sang affolé, cris qui, d'un continent à l'autre, se répondent.

Dramatiquement c'est très fort. Ce regard qui s'acharne sur nous, nous demandant des comptes pour chacun des suppliciés, c'est celui dont parlait Sartre : « Voici les hommes noirs debout qui nous regardent et je vous souhaite de ressentir comme moi le saisissement d'être vu. »

Mais, au delà de ce saisissement, le spectacle ne propose rien. Cela limite sa portée.

Tout ce qu'il peut faire, c'est enfermer le spectateur blanc dans la contemplation masochiste de sa culpabilité.

Or, nous savons bien que même un renversement de la situation ne résoudrait pas tous les problèmes de l'homme noir (en éliminant le blanc, l'Afrique n'a pas éliminé les profiteurs) et que tout homme a mieux à faire qu'à macérer dans la contrition. Mais ce point de vue est politique et le spectacle l'esquive.

D. N.

• Au Lucernaire, 18, rue d'Odessa (14^e).
Puis en tournée dans différents théâtres de province et Maisons de culture.
Renseignements : DAN. 57-23.

Rien n'est remis en question

La presse de droite encense *Le Gardien*, de Pinter (1). Ce qui était « radotage d'asile de nuit », en 1962, quand Jean Martin et Roger Blin ont joué la pièce au Théâtre de Lutèce, devient « moment de génie » et « soirée passionnante », depuis que le même texte a été pris en charge par une mise en scène de style boulevardier.

Pinter décrit l'installation de Davies, un sans-travail, chez deux frères, Aston et Mick, qui l'ont d'abord recueilli pour une nuit. Pour cesser ensuite d'être à leur charge, il lui faudrait se rendre à Sidcup où il récupérerait ses vrais papiers. Mais ni les conditions atmosphériques, ni l'état de ses souliers ne lui permettent jamais d'aller à Sidcup.

La mise en scène isole le rôle de Davies — confié à Jacques Dufilho — et le ramène à un type, celui du clochard, personnage rassurant pour les capitonnés et les bien-nourris, puisque sa paresse et son inadaptation justifient la

société de l'avoir fait ce qu'il est.

Ainsi, mettre l'accent sur les fameux souliers, signe du refus de s'intégrer au monde du travail donc à la loi faite à tous, c'est placer en avant de l'œuvre cette idée de l'homme et de ce qu'il doit être, sur laquelle la classe dominante fonde son confort intellectuel.

Rien n'est aussi contraire à l'esprit de Pinter. Ce qu'il y a d'infiniment troublant dans sa pièce, c'est, au contraire, la façon dont, devant des comportements sans mobile ni loi morale — Mick s'amuse à désorienter Davies ; Aston ouvre une possibilité de rapports humains, et sans plus de raison, la réforme — est mis par terre toute la conception qu'a Davies d'une société immuable, étagée par strates : en haut ceux qui possèdent des maisons ; au milieu, lui, la lie de la société blanche, mais un Anglais d'Angleterre ; en bas, tous les métèques, dont la seule existence salit l'air.

Ce n'est pas seulement

l'asile de la chambre que Davies perd à la fin de la pièce, mais son asile dans un monde, où toutes ses valeurs sont remises en question.

Sur la scène du Théâtre Moderne, rien n'est remis en question, le travail de plateau rendant l'œuvre illisible. En attendant une autre interprétation ou un nouveau passage du film de Clive Donner, il vaut mieux, pour connaître *Le Gardien* s'en tenir au livre (paru chez Gallimard au « Manteau d'Arlequin » avec *La Collection* et *L'Amant*).

Par contre, il est très indiqué d'aller au Vieux Colombier (2) voir *Zoo Story*, la plus grande pièce d'Albee que Laurent Terzieff reprend. Ici, le trouble qu'on installe réellement sur la scène est celui de l'Amérique devant la civilisation qu'elle a conçue.

D. N.

(1) Théâtre Moderne.
(2) 21, rue du Vieux-Colombier. LIT. 57-87.

• A écouter

Le petit livre d'Anna Magdalena Bach

A condition de savoir les regarder ou les entendre il est peu de brouillons qui ne révèlent de précieux secrets. Le petit livre de la seconde femme de Bach est à cet égard aussi important que le carnet où Beethoven notait ses ébauches. Une œuvre ne peut être pleinement comprise en dehors de son contexte social et de son environnement culturel.

Venant après le beau film de Jean-Marie Straub (1), le petit livre d'Anna Magdalena Bach est un disque qui nous rappelle opportunément que le

« sublime auteur des Passions » était aussi un père, un époux et un maître de chapelle exploité, luttant pour améliorer ses conditions de travail. Il complète heureusement le « Quodlibet » (2) en nous offrant de Bach le visage fraternel que tant de musicologues bourgeois ont tenté de masquer.

B. S.

(1) *Chronique d'A.M. Bach.*
(2) *Le petit livre et le Quodlibet* (Voix de Son Maître. 2 x 30 cm séparés).

La joie de vivre d'Arthur Rubinstein

Rubinstein est un vieux monsieur frisé qui joue du piano un peu partout dans le monde. De solides études musicales, offertes par un généreux aristocrate polonais, lui permirent de devenir un virtuose à la mode. M. Rubinstein est heureux.

Dans l'actuelle période de libéralisme économique et culturel, François Reichenbach, à qui nous devons déjà une image colorée du Mexique d'avant les Jeux Olympiques, est parfaitement libre de nous broser le portrait cinématographique d'un musicien, qui n'est, après tout, qu'un travailleur un

peu mieux payé qu'un autre quand il sait plaire. On peut comprendre qu'un virtuose de luxe, choyé par le monde possède une conception optimiste (sinon exemplaire) de l'existence. Mais on ne peut admettre ce portrait multicolore et cosmopolite qui ne nous apprend rien, ni sur l'homme, ni sur son art et qui se termine par une apologie douteuse d'Israël. Rubinstein est sans doute un bon pianiste et un brave homme, il n'était pas nécessaire de le transformer en vieux pitre pour nous faire partager sa joie de vivre !

B. S.

tribune
socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction
Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Michel Johan, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
23.000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :

54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)

Téléphone :

Administration : 783.19-20
Rédaction : 506.45-84

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F

de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE

M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Unité à la base et dans l'action

François Duburg (Lutte Ouvrière)

Parlant au nom du P.S.U., lors du meeting contre le plan d'austérité, organisé la semaine dernière par *Lutte ouvrière*, le camarade Kergoat devait proclamer en conclusion que son parti était partisan (nous citons ses paroles de mémoire) « de l'unité des révolutionnaires, là où ils se trouvent ensemble, à la base et dans l'action ».

Si *Lutte ouvrière* défend depuis sa naissance des conceptions quelque peu différentes de celles du P.S.U. sur ce plan, affirmant en particulier la nécessité de regrouper tous les militants révolutionnaires de ce pays au sein d'une même organisation, il va sans dire que nous ne sommes évidemment pas opposés à l'unité « à la base et dans l'action », pour peu que cette formule, si souvent employée, recouvre un contenu réel, parce qu'en ce domaine qui veut le plus est prêt à accepter le moins comme un premier pas.

Or il nous semble précisément que la lutte contre le plan d'austérité, et plus généralement, que la période présente, offre aux militants révolutionnaires de réelles possibilités d'intervention, notamment dans les entreprises, et que leur unité, « à la base et dans l'action », pourrait aujourd'hui, plus qu'en toutes autres circonstances encore, multiplier l'efficacité de ces interventions.

Le camarade Kergoat faissait très justement remarquer, dans son intervention, qu'il y avait quelque chose de changé dans l'attitude et la tactique des organisations syndicales depuis mai 1968.

Une radicalisation des syndicats

Cela est d'ailleurs surtout vrai de la C.G.T., qui est apparue ces dernières semaines comme la centrale syndicale la plus combative, alors que la C.F.D.T. semblait surtout désireuse de faire oublier la réputation, un peu usurpée, de « gauchiste », qu'elle s'était acquise au cours des luttes du printemps 1968.

Nous pensons qu'il s'agit là d'un fait extrêmement important, dont les révolutionnaires doivent tirer toutes les conséquences pratiques.

Nous savons, certes, que Séguy n'est pas devenu révolutionnaire, et que les appareils bureaucratiques n'ont pas changé de nature dans les mois qui viennent de s'écouler. Mais ils sont, dans une certaine mesure, contraints par les circonstances à radicaliser leur attitude, et c'est précisément cette radi-

calisation qui nous offre des possibilités nouvelles.

Le syndicalisme français, en la personne de la centrale syndicale la plus influente, la plus importante numériquement, la seule qui soit déterminante à l'échelle du pays, la C.G.T., est un syndicalisme politique, en ce sens qu'il ne se donne pas seulement pour but d'obtenir une amélioration du sort de la classe ouvrière dans le cadre de la société capitaliste, mais qu'il se propose (c'est du moins ce qu'il prétend, même si les faits prouvent le contraire) de transformer la société dans un sens socialiste. Et soit dit en passant, c'est tellement une tradition du mouvement syndical français, que la C.F.D.T., pourtant issue en droite ligne du syndicalisme chrétien, parle elle aussi un langage « socialiste ».

La crainte du gauchisme

Ce qui pourrait être une force du syndicalisme français n'a jusqu'à présent servi qu'à fournir des justifications, fallacieuses sans aucun doute, mais des justifications tout de même, à l'appareil de la C.G.T. pour freiner les luttes ouvrières. En effet, depuis des années, c'est au nom des considérations tactiques savantes, pour ne pas mettre en danger « l'unité de la gauche », ou pour ne pas perturber les prochaines élections, comme ce fut par exemple le cas en juin 1968, que l'appareil cégétiste a réussi à tromper ses militants, et à les utiliser dans une politique de démobilisation de la classe ouvrière.

Ces qui caractérise la période actuelle, c'est que sur son propre plan, sur le plan réformiste et parlementariste, l'appareil du Parti Communiste Français (qui est pratiquement le même que celui de la C.G.T.) n'a plus aucune perspective politique, et que, par crainte du « gauchisme », par peur de décevoir ses militants, il se trouve contraint d'adopter une attitude apparemment plus radicale sur le terrain des luttes revendicatives. Plutôt que de prendre le risque d'un éventuel débordement, il préfère fuir en avant et prendre au besoin l'initiative d'un mouvement pour être sûr d'en avoir le contrôle.

Il n'accepte évidemment pas pour autant le risque d'affrontements graves avec la bourgeoisie, et s'il peut être prompt à déclencher un mouvement, il le sera tout autant à essayer de faire reprendre le travail pour quelques miettes, comme il s'ingénie à émietter les luttes ouvrières dans l'espace

et dans le temps, de manière à éviter tout risque de généralisation.

Au-delà de l'éparpillement...

Cette tactique de l'appareil cégétiste doit guider la nôtre. Nous pouvons et nous devons intervenir dans les entreprises, même si nos forces y sont limitées, parce qu'il est bien évident, dans les circonstances actuelles, qu'une petite minorité révolutionnaire, voire un ou deux militants peuvent jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un mouvement, et que la combativité apparente de la C.G.T. sera d'autant plus grande qu'elle estimera le danger de débordement plus important, ou même, plus simplement, qu'elle aura peur de se déconsidérer aux yeux de ses propres militants en laissant un mouvement démarrer sans elle.

Cette lutte-là, tous les militants révolutionnaires d'entreprises peuvent et doivent la mener, quel que soit le syndicat auquel ils appartiennent, qu'ils soient à la C.G.T. ou bien qu'ils soient à la C.F.D.T. ou à F.O., car ce qui compte, c'est la pression que l'on peut exercer sur l'appareil, qu'elle soit interne ou externe.

Mais nous pouvons faire plus encore, car si la tactique des appareils syndicaux consiste à éparpiller les luttes dans le temps, nous pouvons, en exerçant une pression simultanée dans toutes les entreprises, les contraindre à faire un pas de plus encore, en acceptant la généralisation de la lutte, ou bien à refuser de le faire, mais alors à se démasquer devant les travailleurs.

Et c'est là que l'unité des révolutionnaires, même limitée « à la base et dans l'action », peut jouer un rôle considérable, car nous pouvons, si nous le voulons vraiment, changer le caractère de la riposte ouvrière contre le plan d'austérité, et contraindre, bien que nous soyons minoritaires dans la classe ouvrière, les grandes organisations syndicales à unifier cette riposte.

Pour la première fois peut-être, depuis que nous existons les uns et les autres, nous avons la possibilité d'intervenir réellement, et de façon déterminante, dans les luttes des travailleurs, et de faire en sorte que leur combativité ne soit pas usée en vain.

Nous sommes convaincus que, comme nous-mêmes, les militants du P.S.U. mettront tout en œuvre pour coordonner les efforts des révolutionnaires et pour réaliser leur unité dans l'action contre le plan d'austérité réactionnaire de Pompidou et de Chaban-Delmas. □

* Les intertitres sont de la rédaction de « Tribune socialiste ».